



Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron Président de la République

Quatrième Sommet Economique France-Pays Arabes 2023 Un partenariat à consolider dans un monde en crise, 15 mars 2023, Auditorium, Medef, 55 avenue Bosquet, 75007 Paris

Sommaire - revue de presse 4^{ième} Sommet économique France-Pays Arabes

- 1. **SOMMET ECONOMIQUE FRANCO-ARABE**: FRANÇAIS ET ARABES VEULENT RENFORCER LES COURANTS D'AFFAIRES LE MOCI 19 MARS CHRISTINE GILGUY.
- 2. **SOMMET ECONOMIQUE FRANCE-PAYS ARABES** 2023: CONSOLIDER LES PARTENARIATS DANS UN MONDE EN CRISE ARABIAN NEWS 15 MARS -HAKIMA BEDOUANI.
- 3. **SOMMET ECONOMIQUE FRANCE-PAYS ARABES** 2023, POUR UNE RELATION FRANCO-ARABE RENOUVELEE ARAB NEWS 14 MARS HAKIMA BEDOUANI.
- 4. **SOMMET ECONOMIQUE FRANCE-PAYS ARABES 2023**: CONSOLIDER LES PARTENARIATS DANS UN MONDE EN CRISE MAGLOR.FR 16 MARS.
- 5. Sous la thematique «Un partenariat a consolider dans un monde en crise» : Le 4eme **Sommet economique France-Pays arabes** 2023 s'est tenu a Paris Transaction d'Algerie 15 mars KB.
- 6. VINCENT REINA, PRESIDENT CCFA: « LES PAYS ARABES SONT DEMANDEURS DE VOIR BEAUCOUP PLUS DE PME FRANÇAISES S'INSTALLER CHEZ EUX » AFRICAPRESSE.PARIS 1ER AVRIL ALFRED MIGNOT.APRES DUBAI.
- 7. AU MEDEF A PARIS, LE LIBAN ECONOMIQUE PARTICIPE A LA 4IEME EDITION DU **SOMMET FRANCE- PAYS ARABES -** CCI DE BEYROUTH ET DU MONT-LIBAN -28 MARS MARILYNE JALLAD
- 8. COMPTE-RENDU DANS LA LETTRE DE L'UNION DES CHAMBRES ARABES
- 9. COMMUNIQUE, JORDAN CHAMBER OF COMMERCE
- 10. CCFA Newsletter Avril Speciale Sommet economique France-Pays Arabes
- 11. COMMUNIQUE DE PRESSE : DANS UN MONDE EN CRISE, LE PARTENARIAT FRANCE-PAYS ARABE EST A CONSOLIDER ; LA CCFA S'ENGAGE

Sans oublier:

- La télévision palestinienne
- Les nombreux posts LinkedIn, Twitter
- Les enregistrements sur le site internet de la CCFA et sa chaine YouTube
- Le compte-rendu sur Djib-Live TV : https://www.facebook.com/DjibLive/
- Les vidéos sur Arab News
- Un article en arabe de M. Marc Sabri, pour Al Iktissad Wal Aamal

Sommet économique France-Pays arabes 2023, pour une relation franco-arabe renouvelée - Arab News - 14 mars - Hakima Bedouani.



Pour Vincent Reina, «la présence de la Sorbonne Abu Dhabi, avec la perspective de l'accueil de la COP28 par les Émirats, permettra aussi de traiter dans ce cadre des besoins en termes de formation, de management, de digitalisation et même d'intelligence artificielle». (Photo fournie).

- «J'espère que cette réalisation ne sera que la première étape d'une coordination systématique de nos actions à destination du monde arabe, parce qu'il y a véritablement urgence à renforcer notre commerce extérieur dans ces pays»
- «Établissons une perspective de collaboration, de coorganisation de filière et d'investissements qui permettent à la fois aux entreprises françaises et aux entreprises des pays arabes de se développer»

PARIS: Organisé par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), sous le haut patronage du président français, Emmanuel Macron, le 15 mars 2023 au siège de l'organisation patronale, le quatrième Sommet économique France-Pays arabes 2023 porte sur la thématique suivante: «Un partenariat à consolider dans un monde en crise». Parmi ses objectifs, l'établissement d'une relation économique franco-arabe renouvelée. Rencontre avec Vincent Reina, président de la CCFA.

Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 20 mars 2023

«Les administrateurs arabes et les ambassadeurs arabes qui siègent avec voix consultative à notre conseil d'administration ont souhaité par ce changement de dénomination conférer une importance plus grande à cette rencontre», déclare Vincent Reina, président de la CCFA à Arab News en français.

«Avec la crise de la Covid-19, puis avec le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, il y avait une certaine urgence et en même temps une véritable nécessité à ce que l'on puisse se retrouver, entreprises, institutions françaises, institutions arabes, entreprises arabes [...]. J'espère que cette réalisation ne sera que la première étape d'une coordination systématique de nos actions à destination du monde arabe, parce qu'il y a véritablement urgence à renforcer notre commerce extérieur dans ces pays et à y faciliter les implantations de nos entreprises françaises.»

«Au-delà de nos échanges, il faut que les entreprises françaises et les entreprises arabes puissent changer de paradigme dans leurs relations, pour parvenir à une coconstruction de solutions, des partenariats pour les marchés arabes mais aussi pour les pays tiers.

EN BREF

Créée en 1970, la Chambre de commerce franco-arabe accompagne le développement des entreprises françaises dans les 22 États membres de la Ligue arabe et facilite les relations économiques, culturelles, voire sociales, entre la France et les pays arabes.

Elle assure quatre missions: la légalisation des documents d'exportation, une mission d'information, une mission de conseil auprès des entreprises et une mission de règlement alternatif de conflits commerciaux à travers la médiation et l'arbitrage.

La CCFA est le seul organisme paritaire en France, ayant autant d'élus français que d'élus arabes dans sa gouvernance, des entreprises françaises et des institutions représentatives des secteurs privés de chacun des pays de la Ligue comme les chambres de commerce nationales.

Enjeux cruciaux et perspectives communes

Interrogé sur les perspectives des partenariats franco-arabes sur des enjeux cruciaux communs en matière de ressources en eau et d'environnement, le président de la CCFA rappelle que «les exportations françaises vers les pays de la zone [pays arabes] ont légèrement augmenté».

«Au-delà de nos échanges, il faut que les entreprises françaises et les entreprises arabes puissent changer de paradigme dans leurs relations, pour parvenir à une coconstruction de solutions, des partenariats pour les marchés arabes mais aussi pour les pays tiers. Cela a déjà commencé, mais il faut accélérer», nous explique-t-il. Il précise que des acteurs majeurs de ces secteurs seront présents lors de ce Sommet, comme le champion national français Veolia, ou encore les cabinets d'ingénierie et les petites et moyennes entreprises.

Pour Vincent Reina, «la présence de la Sorbonne Abu Dhabi, avec la perspective de l'accueil de la COP28 par les Émirats, permettra aussi de traiter dans ce cadre des besoins en termes de formation, de management, de digitalisation et même d'intelligence artificielle».

Vers une nouvelle approche des partenariats industriels

Interrogé sur la nouvelle approche souhaitée dans l'établissement des partenariats industriels, Vincent Reina nous explique qu'elle consiste «dans l'intégration des thématiques telles que le digital, les ressources humaines et le développement des compétences, le caractère durable de la production locale, que ce soit par exemple en matière de construction automobile, d'énergie, de biens de consommation ou dans l'électronique». «Les ambassadeurs arabes présents à Paris ont lancé l'appel pour l'établissement de relations gagnant-gagnant.»

«L'idée est de mettre en exergue les initiatives prises par les entreprises elles-mêmes. Cette coopération est à la fois la responsabilité des entreprises et des acteurs publics, tels que les universités et les centres de recherche.»

«Établissons une perspective de collaboration, de coorganisation de filière et d'investissements qui permettent à la fois aux entreprises françaises et aux entreprises des pays arabes de se développer, de pérenniser leurs marchés locaux, mais aussi à l'étranger. Les entreprises françaises peuvent avoir le savoir-faire, les technologies, et les entreprises arabes peuvent avoir l'accès aux marchés, les financements. C'est tout cela qu'il faut combiner localement dans les pays arabes, sans oublier que la France peut aussi être une terre d'accueil d'investissements arabes», ajoute-t-il.

À la question portant sur la perspective d'une coopération réussie entre la France et les pays arabes dans le domaine de la sécurité sanitaire et alimentaire, notamment en matière de transfert d'expertises et d'investissements communs, Vincent Reina souligne que «la question de la sécurité alimentaire et sanitaire est rattachée à la crise de la Covid-19 et à la situation induite par le conflit entre la Russie et l'Ukraine» qui, selon lui, ont engendré «des augmentations des coûts de l'énergie, des matières premières alimentaires, des engrais, la nécessaire intervention sur la protection et la réorganisation des flux de circulation des céréales».

«Ce sont des enjeux de souveraineté, et il n'est pas envisageable que ces questions ne s'appliquent qu'aux pays européens. Elles s'appliquent tout autant aux pays arabes, pour ne pas dire qu'elles s'appliquent tout autant à tous les États de la planète», souligne-t-il.

Pour le président de la CCFA, la coopération dans ce domaine existe déjà. «L'idée est de mettre en exergue les initiatives prises par les entreprises elles-mêmes. Cette coopération est à la fois la responsabilité des entreprises et des acteurs publics, tels que les universités et les centres de recherche.» M. Reina rappelle que «la France, par la voix du président Macron, a été un des premiers pays à lancer l'initiative de garantie des approvisionnements en céréales des pays les plus dépendants de leurs importations de céréales de Russie et d'Ukraine».

Villes durables, enjeux et transformations pour le futur

Interrogé sur l'intérêt porté par les pays arabes à la réalisation de villes durables et sur les perspectives de coopération dans ce secteur porteur, Vincent Reina affirme que «la ville durable est un sujet éminemment important qui fait appel à des éléments de planification mais également à des éléments techniques et technologiques, tels que les évolutions des matériaux ou le choix de tels ou tels matériaux de construction, mais aussi de mobilité, avec tous les systèmes de transport envisageables».

«On peut même y inclure le commerce et la distribution, sans oublier toutes les infrastructures en matière d'énergie, de déchets, la dimension du verdissement, du loisir, et

la qualité de vie des populations. Il y a à la fois des projets de construction ex nihilo mais aussi de nombreux projets de transformation, de modernisation, d'amélioration».

M. Reina souligne par ailleurs que «la France peut être fière de son tissu d'entreprises qui participent à cette filière de la ville durable, car, nous avons non seulement de très nombreuses entreprises qui y travaillent mais aussi des savoir-faire particulièrement en pointe, avec de véritables champions mondiaux».

Enfin, le président de la CCFA rappelle que «les villes arabes sont particulièrement sensibles à cette nécessité d'une nouvelle approche de la ville quand on sait que le réchauffement climatique dans le monde arabe est supérieur de 1,5° aujourd'hui au niveau mondial de réchauffement constaté».

«Il est donc fondamental de trouver dans ce secteur des solutions innovantes permettant de maintenir l'attractivité et la qualité de ces environnements urbains. Dans ce domaine, comme dans les autres, je propose que soient mis en place des groupes de travail thématique non plus seulement "franco-français" comme les *task forces* que nous avons aujourd'hui sur l'hydrogène ou justement sur la ville durable, mais que ces *task forces* soient ouvertes à des entreprises du monde arabe. Ce serait un atout considérable», conclut Vincent Reina.

Sommet économique France-Pays arabes 2023 : consolider les partenariats dans un monde en crise - Maglor.fr - 16 mars.

Mercredi, le quatrième sommet économique France-Pays arabes 2023, intitulé «un partenariat à consolider dans un monde en crise», s'est déroulé au siège du Medef à Paris.

(AN) - L'événement, dont l'un des objectifs est d'établir une relation économique francoarabe renouvelée, est organisé par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), sous le haut patronage du président français, Emmanuel Macron. Le sommet a rassemblé de nombreuses personnalités françaises et arabes, notamment Fabrice Le Saché, vice-président de Medef International, Vincent Reina, président de la CCFA, Houssam Zaki, sous-directeur général de la Ligue arabe et Ayeid Moussaied Yahya, ambassadeur de Djibouti et doyen du corps diplomatique arabe à Paris.

Vers une approche nouvelle pour établir des partenariats industriels

Lors de cet événement, diverses thématiques sur des secteurs névralgiques ont été abordées lors de sessions sur diverses filières économiques et industrielles: ressources en eau, environnement, industrie, ville durable et grands projets de demain, sécurité sanitaire et alimentaire ou encore rôle des banques, fonds et financements divers.

«Le sommet franco-arabe a été un vrai succès», explique à *Arab News en français* Kamel Benloukil, directeur France de l'Agence de développement économique du Bahreïn. «Depuis son ouverture ce matin, il nous a permis de présenter les opportunités qu'offre le Bahreïn à la diaspora et à différents acteurs partenaires comme la Chambre de commerce franco-arabe, le Medef, la Confédération des petites et moyennes entreprises ou Business France, qui se sont réunis aujourd'hui pour accélérer les relations entre les pays arabes et la France».

Des opportunités sectorielles majeures en matière de partenariat

Dans le secteur de l'eau, l'accent a été mis sur les perspectives inquiétantes concernant le déficit de ressources en eau disponibles – dans un contexte de changements climatiques –, et sur les solutions françaises qui existent en la matière. Différents intervenants ont participé au débat, notamment Estelle Brachlianoff, directrice générale de Veolia, Khalfan Ahmed Mesfer, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Umm al-Qaywayn ou encore Khalil Mohammed ElHaj Toufik, président de la Chambre de commerce de Jordanie.

Lors de son intervention, Pascal Voyeau, directeur général de la société Antea France a indiqué que son entreprise intervenait, entre autres, sur le cycle naturel de l'eau: les précipitations, les écoulements hydrauliques et l'hydrogéologie. «Notre activité consiste à localiser les nappes souterraines pour nos clients et à étudier l'impact des changements climatiques sur les nappes phréatiques», a-t-il expliqué. «Ce sont des sujets dans lesquels nous intervenons partout dans le monde, et plus spécifiquement dans la zone du Maghreb et du Moyen-Orient pour des industriels du secteur privé qui souhaitent se développer dans ces territoires et sont à la recherche de sites pouvant accueillir leurs projets de développement», a-t-il ajouté.

Environnement et climat

«Ce qui nous intéresse dans les échanges lors de ce sommet, c'est de rencontrer les intervenants de la thématique environnementale et du changement climatique, de la PME au grand groupe, des acteurs aussi bien français qu'arabes, pour créer une dynamique autour des enjeux des changements climatiques dans une zone géographique ou un pays», précise-t-il à *Arab News en français*.

La seconde session sectorielle du sommet a été consacrée à la ville nouvelle et aux projets structurants futurs, avec l'intervention de nombreux spécialistes et opérateurs du secteur comme Thierry Mallet, PDG de la société française de transports Transdev, Gérald Wolf, président Task Force Villes durables (Medef International) ou Guillaume Sauvé, président du groupe français Eiffage Génie civil et d'Eiffage Métal. Lors de la suite du sommet cette semaine, d'autres tables rondes seront consacrées aux thématiques liées aux secteurs de la santé, de l'alimentation et de la finance.

Sous la thématique «Un partenariat à consolider dans un monde en crise» : Le 4ème Sommet économique France-Pays arabes 2023 s'est tenu à Paris - Transaction d'Algérie - 15 mars - KB.

Le quatrième Sommet économique France-Pays arabes 2023 s'est tenu hier mercredi sous la thématique suivante: «Un partenariat à consolider dans un monde en crise». La rencontre a été organisée par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), sous le haut patronage du président français, Emmanuel Macron.

«Les administrateurs arabes et les ambassadeurs arabes qui siègent avec voix consultative à notre conseil d'administration ont souhaité par ce changement de dénomination conférer une importance plus grande à cette rencontre», a indiqué Vincent Reina, président de la CCFA. «Avec la crise de la Covid-19, puis avec le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, il y avait une certaine urgence et en même temps une véritable nécessité à ce que l'on puisse se retrouver, entreprises, institutions françaises, institutions arabes, entreprises arabes [...]. J'espère que cette réalisation ne sera que la première étape d'une coordination systématique de nos actions à destination du monde arabe, parce qu'il y a véritablement urgence à renforcer notre commerce extérieur dans ces pays et à y faciliter les implantations de nos entreprises françaises », a-t-il expliqué. «Établissons une perspective de collaboration, de coorganisation de filière et d'investissements qui permettent à la fois aux entreprises françaises et aux entreprises des pays arabes de se développer, de pérenniser leurs marchés locaux, mais aussi à l'étranger. Les entreprises françaises peuvent avoir le savoir-faire, les technologies, et les entreprises arabes peuvent avoir l'accès aux marchés. les financements. C'est tout cela qu'il faut combiner localement dans les pays arabes, sans oublier que la France peut aussi être une terre d'accueil d'investissements arabes», ajoute-til. À la question portant sur la perspective d'une coopération réussie entre la France et les pays arabes dans le domaine de la sécurité sanitaire et alimentaire, notamment en matière de transfert d'expertises et d'investissements communs, Vincent Reina souligne que «la question de la sécurité alimentaire et sanitaire est rattachée à la crise de la Covid-19 et à la situation induite par le conflit entre la Russie et l'Ukraine» qui, selon lui, ont engendré «des augmentations des coûts de l'énergie, des matières premières alimentaires, des engrais, la nécessaire intervention sur la protection et la réorganisation des flux de circulation des céréales». «Ce sont des enjeux de souveraineté, et il n'est pas envisageable que ces questions ne s'appliquent qu'aux pays européens. Elles s'appliquent tout autant aux pays arabes, pour ne pas dire qu'elles s'appliquent tout autant à tous les États de la planète», souligne-t-il. Pour le président de la CCFA, la coopération dans ce domaine existe déjà. «L'idée est de mettre en exergue les initiatives prises par les entreprises elles-mêmes. Cette coopération est à la fois la responsabilité des entreprises et des acteurs publics, tels que les universités et les centres de recherche ». M. Reina rappelle que «la France, par la voix du président Macron, a été un des premiers pays à lancer l'initiative de garantie des approvisionnements en céréales des pays les plus dépendants de leurs importations de céréales de Russie et d'Ukraine».



Sommet économique franco-arabe : Français et Arabes veulent renforcer les courants d'affaires - Le Moci - 19 mars - Christine Gilguy.



c C Gilguy

En transformant son traditionnel Forum en Sommet, la Chambre de commerce francoarabe (CCFA) a réussi le 15 mars à rassembler l'équipe de France du soutien à l'export et faire venir 12 délégations de haut niveau lors de la 4^{ème} édition de son événement annuel phare, et premier de l'ère post-Covid, attirant ainsi près de 400 participants issus des milieux économiques français et arabes. De part et d'autre, le désir de dynamiser les relations commerciales et partenariales pour saisir les opportunités sectorielles des transitions en cours est apparu clair. Retour sur les aspects marquants de cet événement inédit.

Cet événement mérite que l'on s'y arrête car il est le signe, dans la forme qu'il a prise cette année, d'une nouvelle dynamique côté français, sans doute stimulée par la bénédiction de l'Elysée. Organisé par la CCFA pour les milieux d'affaires français et arabes il était, avant la parenthèse du Covid, un « forum » dont la dernière édition s'était tenue en 2018. Pour cette 4^{ème} édition, il a pris une nouvelle dimension en prenant le nom de « sommet » et en obtenant le haut patronage du président de la République, **Emmanuel Macron**.

Du coup, les délégations envoyées par les pays arabes ont été nombreuses et de haut niveau, incluant le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, **Hossam Zaki**, ou encore le

Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 27 mars 2023

président de l'Union des chambres arabes (UAC), **Abdulla Nass**, mais aussi une brochette d'ambassadeurs en poste à Paris, et des représentants des organisations d'entreprises venus de 12 des 22 pays membres de la CCFA (ci-après).

La CCFA, une Chambre singulière

La Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) présente une caractéristique singulière dans le paysage des organismes consulaires présents à Paris : association loi 1901 régie par le droit français, elle a été créée en décembre1970 sur une initiative conjointe du gouvernement français et de la Ligue des États Arabes. Elle est organisée sur une base institutionnelle strictement paritaire entre la France et les pays arabes de la Ligue *. Statutairement, le président est ainsi de nationalité française et le secrétaire général, responsable de l'exécutif de la Chambre, est de nationalité d'un pays arabe. Ses membres sont des entreprises industrielles et commerciales, des banques, des professions libérales, des chambres de commerce et des organisations patronales de France et des pays arabes. Cette singularité peu connue est une « force par son partenariat avec les organisations économiques des pays arabes » lit-on sur son site. Outre son rôle d'animation des milieux économiques franco-arabes, elle est, par agrément de la Ligue arabe, en charge de services légaux tels que la certification de documents originaux relatifs aux produits pour les exportateurs français (certificats d'origine, factures commerciales, attestations fournisseurs, attestation sanitaires, attestation hallal...) et un centre d'arbitrage.

* Algérie, Arabie Saoudite, Bahrein, Comores, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Oman, Maroc, Mauritanie, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.



Et côté français, les rangs se sont resserrés. La direction de la CCFA a réussi en effet à obtenir que tous les grands acteurs publics et privés du soutien à l'export des entreprises françaises tirent tous « dans le même sens », pour reprendre l'expression de Vincent Reina, son président (ci-contre), autrement dit s'impliquent dans l'événement. Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 27 mars 2023

De fait, accueilli par le Medef dans son amphithéâtre de l'avenue Bosquet à Paris, ce sommet économique a bénéficié du soutien du Medef, de Medef International, de la CPME, de Business France, de Bpifrance et d'un beau panel d'entreprises de toute taille *.

Cette collaboration devrait perdurer : le président de la CCFA a annoncé à la tribune que ce Sommet deviendrait un événement annuel, et qu'il serait accueilli successivement par la CPME en 2024, Business France en 2025 et CCI France l'année suivante.

Le besoin d'occasions de rencontres est net côté entreprises françaises : « il faut nous voir » a lancé Fabrice Le Saché, vice-président du Medef, à l'attention des invités arabes, « voyons-nous » a renchéri un peu plus tard Jean-Lou Blachier, secrétaire confédéral de la CPME.

Nouvelle dynamique sur des marchés très concurrentiels

Une nouvelle dynamique qui devrait ravir les entreprises françaises en quête de réseau et de contacts pour se développer sur une zone où, on a pu le constater tout au long des interventions, les projets se multiplient dans la transition écologique, le développement durable, l'industrie verte, la santé, l'alimentation, qu'il s'agisse d'infrastructures, d'industries, d'agriculture, de services ou de numérisation.

Les 22 pays membres de la CCFA présentent des **profils économiques très hétérogènes**, entre les riches pays du Golfe, qui multiplient les grands plans d'investissement à 10 ou 15 ans (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Qatar...), ceux qui sont en crise (Liban) ou en sortent à peine (Irak), ceux d'Afrique du Nord déjà positionnés pour prendre leur part dans les chaînes de valeur en cours de construction entre l'Afrique et l'Europe (Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Djibouti...).

Mais il ne faut pas s'y tromper : ils sont en recherche de fournisseurs possédant des savoir-faire éprouvés et innovants, et une capacité à s'adapter aux besoins locaux, y compris en termes de partenariats. **Antea**, par exemple, société d'ingénierie spécialisée dans l'environnement dont le directeur général **Pascal Voyeau** a témoigné : dans le domaine de l'eau, comme dans la dépollution ou la maîtrise des sols et sous-sols, ses clients sont essentiellement des industriels privés pour lesquels il met en place des solutions pour chaque problématique.

Autre exemple **Veolia**, champion français des services d'eau. Le groupe, qui réalise un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros dans le Golfe et de 1 Md EUR en Afrique du Nord, y enchaîne les projets dans le secteur de l'eau selon un triptyque « sobriété, réutilisation des eaux usées, dessalement », selon la présentation très concrètes faite par sa directrice générale, **Estelle Brachlianoff**. Mais « un des endroits au monde où on a l'activité la plus efficace en matière d'économie d'énergie, c'est le Golfe » a -t-elle expliqué, précisant qu'**Enova**, coentreprise créée avec le groupe **Majid AI Futtaim**, avait développé des nouvelles technologies permettant de réduire de 20 à 30 % la consommation d'hôpitaux ou de centre commerciaux « sans modifier les bâtiments ». Des innovations que le groupe, qui se présente comme une multinationale « multi locale » car il créée pour chaque projet une société locale dédiée, compte bien importer et diffuser en Europe.

« Il faut une autre approche de la coopération »

Les interlocuteurs arabes semblent également demandeurs d'une **présence plus active** des entreprises tricolores, mais aussi d'une **meilleure organisation et cohérence de l'offre**

française, davantage orientée sur des approches partenariales, voire d'un réveil de l'Hexagone face à une concurrence internationale qui s'intensifie.

D'après Laurent Julvez, directeur général adjoint du cabinet Merlin, spécialiste de la conception/réalisation d'infrastructures (eau, traitement des déchets, énergie, aménagement urbain...), lorsqu'en France, ses concurrents sur un appel d'offre de collectivité locale se « comptent sur les doigts d'une main », au Moyen-Orient, « nous pouvons nous retrouver face à 15 concurrents venus du monde entier », y compris de pays émergents. Autant dire qu'il faut avoir de quoi se différencier.

« Nous sommes sur l'industrie verte, l'énergie verte et nous appelons la France à marquer sa force et à relancer ses relations avec les pays arabes », a aussi lancé **Samir Majoul**, le président de Union tunisienne de l'industrie, de commerce et de l'artisanat (Utica). « Vous devez être compétitifs » et « regarder avec un prisme nouveau les opportunités de nos pays » a déclaré de son côté **Ayeid Mousseid Yahya**, Ambassadeur de Djibouti et doyen du corps diplomatique arabe à Paris.

Le **contexte de la guerre en Ukraine** est passé par là : dans tous ces pays, s'est produit un **électrochoc** quant les produits alimentaires tout autant que l'énergie sont devenus des instruments de la guerre menée par la Russie. Cette guerre « est une menace sur la sécurité », a notamment estimé **Hossam Zaki**, pour la Ligue arabe. Et de citer la vague de hausse des prix des denrées et de l'énergie, qui frappe de nombreux pays de la zone, dont tous ne sont pas producteurs d'hydrocarbures mais dont tous sont de gros importateurs de produits alimentaires. « On voit que l'énergie et l'alimentaire deviennent des armes de guerre, a précisé de son côté Samir Majoul. On ne peut plus dépendre de pays fournisseurs qui ne sont pas démocratiques ».

Dans ce contexte, l'Union européenne et la France sont attendues pour participer à la diversification de leurs fournisseurs et de leurs économies, mais d'une façon renouvelée. « Les relations commerciales sont en baisse, a notamment observé **Khaled Hanafy**, secrétaire général de l'Union des Chambres arabes (UAF). C'est pour cela qu'il faut être plus alerte et vigilant ». Et d'insister : « d'autres forces essayent de s'installer dans la région, il faut une autre approche de la coopération ».

Indiquant que le monde arabe a changé, avec un secteur privé qui représente 70 % du PIB et des emplois, le président de l'UAF a aussi invité des Français à passer d'une approche classique basée sur l'import/export à « des partenariats stratégiques » dans des secteurs clés où la France possède des atouts. Quelques pistes : la sécurité alimentaire (la France pourrait contribuer à créer des « hubs » logistiques dans la zone pour sécuriser les chaines d'approvisionnement et faciliter la circulation des denrées), l'économie bleue (l'exploitation des richesses autour de la Méditerranée), l'établissement de base logistiques et industrielles permettant une projection sur les marchés africains, le développement de projets communs dans les domaines de l'eau ou de l'énergie verte.

*Sont intervenus dans les tables rondes sectorielles des dirigeants de Veolia, Transdev, Egis, Eiffage mais aussi Merlin, Antea, Sanofi, ClinGroup et des représentants de filières tels que **Gérard Wolf**, président de la task force Ville durable de Medef International ou **Jean-François Gendron**, président de la French Healthcare.



Sommet économique France-Pays arabes 2023: consolider les partenariats dans un monde en crise -Arab News - 15 mars -Hakima Bedouani.



Première session plénière sectorielle. L'eau et l'environnement: des perspectives inquiétantes, mais des solutions, notamment françaises. (Photo, Hakima Bedouani)



Intervention de Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe à l'ouverture du 4e sommet économique France-Pays arabes au siège du Medef à Paris. (Photo, Hakima Bedouani)

- 'un des objectifs du quatrième sommet économique France-Pays arabes est d'établir une relation économique franco-arabe renouvelée
- Lors de l'événement, diverses thématiques sur des secteurs névralgiques ont été abordées lors de sessions sur diverses filières économiques et industrielles

PARIS: Mercredi, le quatrième sommet économique France-Pays arabes 2023, intitulé «un partenariat à consolider dans un monde en crise», s'est déroulé au siège du Medef à Paris. L'événement, dont l'un des objectifs est d'établir une relation économique franco-arabe renouvelée, est organisé par la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), sous le haut patronage du président français, Emmanuel Macron. Le sommet a rassemblé de nombreuses personnalités françaises et arabes, notamment Fabrice Le Saché, vice-président de Medef International, Vincent Reina, président de la CCFA, Houssam Zaki, sous-directeur général de la Ligue arabe et Ayeid Moussaied Yahya, ambassadeur de Djibouti et doyen du corps diplomatique arabe à Paris.

Vers une approche nouvelle pour établir des partenariats industriels

Lors de cet événement, diverses thématiques sur des secteurs névralgiques ont été abordées lors de sessions sur diverses filières économiques et industrielles: ressources en eau, environnement, industrie, ville durable et grands projets de demain, sécurité sanitaire et alimentaire ou encore rôle des banques, fonds et financements divers.

«Le sommet franco-arabe a été un vrai succès», explique à *Arab News en français* Kamel Benloukil, directeur France de l'Agence de développement économique du Bahreïn. «Depuis son ouverture ce matin, il nous a permis de présenter les opportunités

Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 27 mars 2023



qu'offre le Bahreïn à la diaspora et à différents acteurs partenaires comme la Chambre de commerce franco-arabe, le Medef, la Confédération des petites et moyennes entreprises ou Business France, qui se sont réunis aujourd'hui pour accélérer les relations entre les pays arabes et la France».

Des opportunités sectorielles majeures en matière de partenariat

Dans le secteur de l'eau, l'accent a été mis sur les perspectives inquiétantes concernant le déficit de ressources en eau disponibles – dans un contexte de changements climatiques –, et sur les solutions françaises qui existent en la matière. Différents intervenants ont participé au débat, notamment Estelle Brachlianoff, directrice générale de Veolia, Khalfan Ahmed Mesfer, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Umm al-Qaywayn ou encore Khalil Mohammed ElHaj Toufik, président de la Chambre de commerce de Jordanie.

Lors de son intervention, Pascal Voyeau, directeur général de la société Antea France a indiqué que son entreprise intervenait, entre autres, sur le cycle naturel de l'eau: les précipitations, les écoulements hydrauliques et l'hydrogéologie. «Notre activité consiste à localiser les nappes souterraines pour nos clients et à étudier l'impact des changements climatiques sur les nappes phréatiques», a-t-il expliqué. «Ce sont des sujets dans lesquels nous intervenons partout dans le monde, et plus spécifiquement dans la zone du Maghreb et du Moyen-Orient pour des industriels du secteur privé qui souhaitent se développer dans ces territoires et sont à la recherche de sites pouvant accueillir leurs projets de développement», a-t-il ajouté.

«Ce qui nous intéresse dans les échanges lors de ce sommet, c'est de rencontrer les intervenants de la thématique environnementale et du changement climatique, de la PME au grand groupe, des acteurs aussi bien français qu'arabes, pour créer une dynamique autour des enjeux des changements climatiques dans une zone géographique ou un pays», précise-t-il à *Arab News en français*.

La seconde session sectorielle du sommet a été consacrée à la ville nouvelle et aux projets structurants futurs, avec l'intervention de nombreux spécialistes et opérateurs du secteur comme Thierry Mallet, PDG de la société française de transports Transdev, Gérald Wolf, président Task Force Villes durables (Medef International) ou Guillaume Sauvé, président du groupe français Eiffage Génie civil et d'Eiffage Métal. Lors de la suite du sommet cette semaine, d'autres tables rondes seront consacrées aux thématiques liées aux secteurs de la santé, de l'alimentation et de la finance.

NB-DB : sur le site <u>Sommet économique France-Pays arabes 2023: consolider les partenariats dans un monde en crise,</u> des itws vidéos de Pascal Voyeau, Philippe Bourdeaux, Kamel Benloukil



Vincent REINA, Président CCFA: « Les pays arabes sont demandeurs de voir beaucoup plus de PME françaises s'installer chez eux » - AfricaPresse.Paris - 1er avril - Alfred

Mignot.



Le Président Vincent REINA durant son allocution d'ouverture du IV^e Sommet économique franco-arabe organisé à Paris le 15 mars 2023. Sur le plateau, on reconnaît notamment, de gauche à droite, Fabrice Le Saché, Vice-Président de Medef International ; M. Sameer Abdulla Nass*, Président de l'Union des Chambres Arabes, Président de la CCI de Bahreïn ; S .E. M. Hossam Zaki*, Sous-Directeur général à la Ligue des Etats Arabes ; S .E. M. Ayeid Mousseid Yahya*, Ambassadeur de Djibouti, Doyen du corps diplomatique arabe à Paris. © AM/APP

Au lendemain du IV^e Sommet économique franco-arabe organisé à Paris par la Chambre de Commerce Franco Arabe (CCFA) à la mi-mars, son Président, Vincent REINA, nous a accordé cet entretien exclusif, en forme de tour d'horizon des points d'ancrage de l'action de la CCFA afin de mieux accompagner les PME françaises à exporter vers le Monde arabe.

Propos recueillis par Alfred MIGNOT, AfricaPresse.Paris (APP)

@alfredmignot | @africa presse



AfricaPresse.Paris (APP) – La CCFA vient d'organiser son IV^e Sommet économique franco-arabe à Paris, le 15 mars dernier. Quel bilan en dressez-vous ?

Président Vincent REINA – Nous avions décidé le 15 décembre 2022 d'organiser ce Sommet pour le 15 mars, et nous nous étions aussitôt retroussés les manches pour qu'il soit réalisé dans les meilleures conditions... et je crois que ce fut réussi!

La deuxième satisfaction, c'est d'avoir réussi à concrétiser un projet qui était resté lettre morte depuis décembre 2018 : réunir tous les grands acteurs du commerce extérieur français, et ainsi bien montrer notre volonté de nous impliquer, tous ensemble, dans une période très difficile, avec notamment des problèmes d'approvisionnement dus à la guerre de la Russie en Ukraine, aux suites de la crise de la Covid, aux tensions économiques. Bien montrer ainsi que nous œuvrons tous dans le même sens, en fédérant Medef International, la CPME, Business France, CCI France... C'est une véritable satisfaction. Tout comme le nombre et la qualité des représentations de nombreux pays arabes qui ont répondu présents à cette rencontre. Constat identique du côté des entreprises françaises, en nombre et en qualité, que ce soient des grands groupes mais aussi des PME, des PMI voire des TPE-TPI.

APP – Vous avez bénéficié du Haut patronage du Président de la République, et pourtant il n'y avait ni ministre français ni ministre arabe...

Président Vincent REINA – Quelques rares participants nous ont en effet fait remarquer que nous aurions pu inviter aussi des représentations ministérielles des pays arabes, tel ministre ou tel autre. Certes... Mais notre mission, c'est avant tout d'aider les entreprises, pas de faire de la politique.

En revanche, effectivement, avoir bénéficié du Haut patronage du Président de la République, pour la première fois depuis la création de la Chambre de Commerce Franco Arabe, en 1970, c'est une vraie satisfaction. Et un signe fort de reconnaissance qui nous a été adressé, ainsi qu'au monde arabe. Sans oublier la présence du Secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe, représentant personnel du Secrétaire général, et la présence de la Secrétaire générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le tout à une date, vous en conviendrez, qui n'était pas la plus simple.

APP - Quelles suites opérationnelles envisagez-vous de donner à ce IV^e Sommet économique franco-arabe ?

Président Vincent REINA – Concrètement, nous avons décidé avec nos partenaires, de continuer à organiser des Sommets économiques, ensemble, en alternance chez les uns et les autres. Là, c'était au Medef. La prochaine fois, ce sera à la CPME en 2024, puis chez Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 3 avril 2023

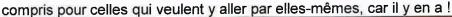


Business France, puis dans une CCI.

Mais entre deux sommets, nous ne resterons pas à attendre le prochain! Nous allons en fait travailler par thématiques sectorielles, par pays, pour plus et mieux accompagner les entreprises et particulièrement les PME. Tout au long de l'année, nous organiserons des réunions avec des entreprises, en définissant des secteurs prioritaires. Car c'est cela, notre sujet! Et d'autant plus que les pays arabes sont demandeurs.

Vous l'avez entendu comme moi lors du Sommet. Ils disent clairement leur souhait de voir beaucoup plus de PME françaises s'installer chez eux. Notre mission, c'est donc d'accompagner ces entreprises. Soit au travers de grands groupes qui peuvent avoir des échanges avec les PME sur leurs activités sectorielles, et ainsi un effet d'entrainement. Soit par notre action CCFA d'accompagnement des PME auprès des grands groupes, afin que ces derniers les « embarquent » avec eux vers les marchés des pays arabes.

C'est un vrai travail ! Notre valeur ajoutée, à nous CCFA et à nos partenaires, ensemble, sera de contribuer à accélérer la dynamique d'accès de nos PME à ces marchés export, y





Une vue de l'auditorium du siège du Medef, où s'est déroulé le IV^e Sommet économique franco-arabe, à Paris, le 15 mars 2023. © AM/APP

APP – Quelle est la différence entre votre initiative et Team France Export?

Président Vincent REINA – Team France Export a une activité forcément plus large, en s'adressant à tous les pays, à tous les secteurs, par toutes les formes d'actions, notamment collectives. Notre première particularité, c'est le Monde arabe, excusez-moi du peu! Notre seconde particularité, c'est que par nos Chambres de Commerce, locales, arabes, nous savons où aller directement vers les interlocuteurs arabes.

Nous ne sommes pas juste des entremetteurs. Nous savons où et vers qui diriger les entreprises qui nous sollicitent. Notre troisième particularité, c'est aussi de prioriser des thématiques en adéquation avec tel ou tel pays. Enfin, notre spécificité ultime, notre « unicité », c'est d'être regroupé, mixte, entre Français et Arabes.

APP – Lors de sa prise de parole au Sommet, le chef de la délégation irakienne a exprimé clairement un grand enthousiasme pour travailler avec des entreprises françaises. C'est un effet retour du refus de la France de s'engager dans le conflit de 2003 ?

Président Vincent REINA – Moi, ce que je retiens, c'est d'abord que l'Irak est le pays pour lequel nous recevons le plus de délégations, ici à la Chambre. Des délégations de dix-douze personnes ayant des activités dans tels ou tels métiers, voulant rencontrer des entreprises françaises. Et cela trois ou quatre fois par an – c'est énorme!

Deuxième signe, tiré de notre activité de légalisation des documents d'exportation de marchandises : l'Irak est aujourd'hui en première position pour le volume des documents de légalisations dont la CCFA assure le suivi. Jusqu'à il y a deux ans, il était en huitième position. Alors, même s'il s'agit essentiellement de produits de santé, ou d'alimentaire, l'Irak a donc dépassé tout le monde en seulement deux ans... Troisième signe : à notre Sommet économique, l'Irak avait sur le papier la représentation la plus importante de toutes, soit deux délégations de douze membres chacune, commerce et industrie. Leur volonté est claire. À nous d'y répondre!

APP – Au-delà du succès de votre Sommet, peut-on évoquer la « question qui fâche », à savoir le déficit commercial abyssal de la France, qui ne cesse de se creuser ? Que faire, selon vous ?

Président Vincent REINA – Vous savez, je n'arrête pas, depuis longtemps maintenant, d'alerter sur ce véritable problème de notre commerce extérieur. Il y a une vingtaine d'années, les chiffres d'import/export étaient à peu près égaux. Depuis, la situation s'est considérablement dégradée, et nous voici avec 164 milliards d'euros de déficit en 2022, nouveau record, contre seulement 84 M^d € en 2021. Un déficit quasiment doublé en un an ! Comment en est-on arrivé à cette situation ? Depuis bien longtemps, quels que soient les gouvernements, la dynamique à apporter au commerce extérieur n'a probablement pas toujours été au rendez-vous.

Deuxièmement, la période de crise sanitaire a chamboulé et aggravé certains circuits d'exportation. C'est quand même la seule période où nous, CCFA, avons été les seuls à

Chambre de Commerce Franco Arabe - Revue de presse - 3 avril 2023



rester ouverts pendant que toutes les autres structures – MEAE, CCI... – étaient soit fermées soit passées en pur digital. Les entreprises n'arrivaient plus à sortir les marchandises destinées à l'export, sauf à transiter par d'autres pays.

Enfin, et comme l'Ambassadeur du Yémen l'a relevé lors du Sommet, « Le problème des Français, c'est de n'être pas assez compétitifs en matière de prix ». Il a raison. La réalité c'est qu'effectivement nous sommes moins compétitifs. Mais la réalité, c'est aussi que nos entreprises françaises payent mieux leurs salariés.

Alors, comment peut-on redevenir compétitif? Autant je pense que la diplomatie française fait son travail – que ce soit le Président de la République, la ministre, etc. – lors de ses déplacements à l'étranger, autant, après, il faut un suivi de cette diplomatie économique... et peut être que les structures actuelles d'accompagnement des entreprises ne suffisent pas, peut-être faut-il les renforcer encore? Et toujours cette nécessaire coordination... Enfin, car il s'agit d'une réponse multifactorielle à apporter, il faut renforcer notre tissu industriel et notre compétitivité générale.

APP – N'est-ce pas aussi une question de mentalité? Dans certain établissement public censé épauler les entreprises, on a pu observer que l'entrepreneur y est parfois encore perçu comme un « méchant capitaliste prédateur »...

Président Vincent REINA – Si je voulais aller dans votre sens, sans que cela ne soit une critique du gouvernement actuel, et cela fait très longtemps que je le pense, il faut vraiment que nos gouvernements aient la capacité et la volonté à véritablement diriger et les ministères et les administrations et les établissements publics en responsables économiques, et pas en purs politiques. Si d'aventure cela arrivait, alors on changerait probablement aussi la mentalité de tout le tissu de l' « État profond ».



Dominique Brunin, Directeur du Développement d la CCFA (2° à droite) entouré de S. E. M. Youssef Alaa, Ambassadeur d'Égypte (micro) et de S. E. M. Fahad Al-Ruwaily, Ambassadeur d'Arabie saoudite. Tout à gauche, M. Samir Majoul, Président de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA). © AM/APP

APP - Votre avis sur la prétendue « frilosité » des entreprises françaises à l'international ?

Président Vincent REINA – Lors de son intervention pendant le Sommet, l'Ambassadeur de Djibouti, Doyen du corps diplomatique arabe, a dit en effet avoir constaté une certaine aversion pour le risque de la part des entreprises françaises : moins de courage, moins d'ambition, moins de volonté commerciale que leurs concurrents... Mais il a dit aussi que cela commence à changer! Et que ce changement semble même s'accélérer! C'est une bonne nouvelle!

Cela dit, il n'est pas dans notre vocation de commenter tel ou tel propos sur la « frilosité » ou autres travers des entreprises françaises. Ce qui ne signifie pas que l'on en tienne compte... ou pas! Notre vocation, c'est d'être vraiment utile en matière de commerce extérieur. Il y a six ans, lorsqu'il y a eu un appel d'offres pour la construction de six ports à Djibouti, certains se sont scandalisés de l'absence de compétiteurs français. Ce à quoi d'autres ont rétorqué que de toutes façons, les Chinois auraient tout raflé. C'est ce qui s'est produit, en effet. Cela aurait probablement quand même été différent s'il y avait eu une offre française.

Mais les mentalités sont en train de changer. Il y a une véritable prise de conscience des grands groupes français, qui réalisent tout de même de 30 % à 60 % de leurs chiffres d'affaires à l'international. Dans de nombreux secteurs, ils ont leur chance, même face aux Chinois. C'est le cas dans les métiers de l'eau, de l'environnement, de la ville durable... Ils se redécouvrent concurrentiels, compétitifs. Et peut-être assistera-t-on au réveil du goût du risque ?!

APP - Et votre avis sur la tout aussi fameuse « arrogance » française ?

Président Vincent REINA – Elle existe, c'est un fait. Selon moi, cela renvoie beaucoup à une méconnaissance de la culture de l'autre, donc à un déficit de savoir-être qui nous expose aux critiques.

Il nous faut donc plus apprendre la culture de l'autre. Ce n'est pas si simple, nous en avons fait l'expérience à la CCFA. Nous « baignons » dedans. Et nous avons d'ailleurs décidé de relancer une formation à l'interculturalité pour les cadres dirigeants, bien sûr spécifiquement sur le Monde arabe, ainsi que nous l'avons déjà fait dans le passé. Nous projetons de



relancer cette initiation avec une entreprise membre de la Chambre, basée dans le Sud, avec son associé arabe, et en coopération aussi avec la Chambre de commerce de Marseille - la plus ancienne de France.

APP – Lors de votre allocution d'ouverture du Sommet, vous avez annoncé la mise en place de « task forces » bilatérales thématiques avec les pays arabes. Comment allezvous vous les organiser ?

Président Vincent REINA – L'idée d'ensemble, c'est d'arriver à nos prochains Sommets économiques en pouvant présenter le fruit du travail que nous aurons capitalisé tout au long de l'année, en réunissant entreprises et représentants arabes.

Il s'agit aussi de mettre à profit les événements institutionnels organisés au siège parisien de la CCFA – réunions de Bureau et réunions de Conseil d'administration, où tout le monde vient – en organisant, à la suite de ces rencontres, les séances de travail de ces « task forces », en se répartissant les thématiques avec nos partenaires de Business France, de la CPME, des CCI. Ainsi, année après année, on pourra faire un vrai bilan de ce travail.

APP - À quelles thématiques pensez-vous ?

Président Vincent REINA – À la ville durable, par exemple, où nous devons voir Gérard Wolf, Fédérateur Ville Durable à l'International auprès du MEAE, comment mieux avancer avec lui. Ou encore sur la santé avec Sanofi, qui est d'ailleurs très intéressé par l'Irak, ainsi qu'avec Jean-François Gendron, Président de French Healthcare, avec lequel nous devons développer des partenariats. Dans les deux cas, notre action visera à intéresser un certain nombre de pays arabes, à les associer, à les faire participer aux projets.

Selon moi, la santé et l'agroalimentaire sont deux autres priorités de travail que l'on pourrait assigner à nos task forces sectorielles. La santé, car il y a une forte attente sur la santé en Irak, ou en Libye par exemple.

L'agroalimentaire aussi, parce que je ne peux pas me satisfaire de constater que dans ce secteur, on importe de plus en plus et que l'on exporte de moins en moins. Nous sommes d'ailleurs sans cesse sollicités par des PME agroalimentaires du sud de la France qui nous disent « aidez-nous à exporter nos produits vers les pays arabes ». Dans ce secteur-là, la France enregistre en effet un vrai manque à gagner à l'exportation. Huile d'olive, légumes, fruits... nous allons consacrer du temps à cet axe sectoriel. Et enfin, sur l'eau et l'environnement, il y a aussi une démarche à engager. Alors nous allons nous lancer.

Au Medef à Paris, le Liban économique participe à la 4^e édition du Sommet France-Pays Arabes





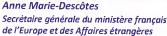
Marine Marine

Placé sous le haut patronage du président de la République française, Emmanuel Macron, c'est autour du thème « Un partenariat à consolider dans un monde en crise », que s'est tenu le 15 mars dernier, la 4ème édition de l'événement économique annuel organisé par la Chambre de Commerce Franco Arabe (CCFA), le premier de l'ère Post-Covid. Une rencontre d'envergure qui a rassemblé 400 personnalités issus des milieux économiques et diplomatiques français et arabes dont une délégation économique libanaise de hautniveau présidée par Mohamed Choucair, l'ancien ministre des Télécommunications et actuel président des organismes économiques.

C'est à l'auditorium du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) que s'est ouvert cette large rencontre initiée par la Chambre de Commerce Franco Arabe, en partenariat avec le Medef International et l'Union des Chambres Arabes, la participation de Business France, de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et de la CCI France.

Cette rencontre a vu la participation exceptionnelle de la Secrétaire générale du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Anne-Marie Descôtes, du Secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe, Hossam Zaki, représentant personnel de Ahmed Abou El Gheit, Secrétaire général de la Ligue Arabe et l'intervention de nombreux représentants du secteur privé et du monde arabe dont Sameer Abdulla Nass, président de l'Union des Chambres Arabes et président de la CCI de Bahreïn et du président du Conseil d'affaires franco-saoudien (CAFS), l'avocat Mohamed Ben Laden.







Fabrice Le Saché Vice-président du Medef International



Hossam Zaki Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe

Cette journée économique s'est donc tenue en présence des initiateurs, le président de la CCFA, Vincent Reina accompagné d'une équipe dynamique dont le directeur de développement, Dominique Brunin, le dynamique partenaire et vice-président du Medef International, Fabrice Le Saché, le président de la CCI France, Alain di Crescenzo, le directeur général de Business France, Laurent Saint-Martin, et le secrétaire confédéral de la CPME, Jean-Lou Blachier.

Ambitionnant de dynamiser les relations commerciales et partenariales entre entreprises françaises et arabes, la CCFA a rassemblé près de 400 participants à cette rencontre, dont 12 délégations venues des pays arabes : Tunisie, Jordanie, Irak, Libye, Oman, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Egypte, Qatar, Liban, Arabie saoudite, Libye et l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris.



Mohamed Choucair Ave Président des Organismes économiques libanais



Avec les présidents Jacques Sarraf et Maroun Hélou



élou Gaby Tamer Président de la CCFL

Présidée par Mohamed Choucair, la délégation libanaise a rassemblé le président de la Chambre de Commerce franco-libanaise, Gaby Tamer, le président du Syndicat des entrepreneurs des travaux publics, Maroun Hélou, et le chef d'entreprise et ancien président des industriels libanais Jacques Sarraf. Étaient aussi présents, le dynamique secrétaire général de la CCFL, Farid Aractingi.

Coté diplomatique, nous pouvions noter la présence de nombreux ambassadeurs dont l'ambassadeur de Djibouti, Doyen du corps diplomatique arabe à Paris, Ayeid Mousseid Yahya, l'ambassadeur d'Arabie saoudite en France, Fahd bin Mayouf Al-Ruwaili, le Chef de Mission de la Ligue des États Arabes, l'ambassadeur Naji Abi Assi ainsi que l'ambassadeur du Liban en France, Rami Adwan.



SE. Fahd bin Mayouf Al-Ruwaili Ambassadeur d'Arabie saoudite en France



SE. Rami Adwan (à gauche) Ambassadeur du Liban en France



SE. l'ambassadeur Naji Abi Assi (dr.) Chef de Mission de la Ligue des États Arabes

Œuvrer en faveur d'une relation gagnant-gagnant entre secteurs privés français et arabe

Dans son mot d'ouverture, le président de la Chambre de commerce franco-arabe, Vincent Reina, a fait quatre propositions concrètes aux bords français et arabes :

- Que la collaboration mise en place dans le cadre de l'organisation de ce Sommet, devienne une pratique systématique entre CCFA-Medef International, et CPME,
- Que cette coordination soit mieux arrimée avec la diplomatie française et le dispositif public d'accompagnement à l'export : CCI, Business France, et Bpifrance,
- Que soient mises en place des task forces franco-arabes sectorielles pour contribuer à atteindre l'objectif de développer de nouveaux partenariats industriels et
- Que le travail de ces task forces puisse aboutir à un programme de rencontres planifiées, pour alimenter les prochains Sommets. Le président de la CCFA a aussi appelé les grands groupes français à renforcer leurs actions dans l'entrainement puis la pérennisation des PME et PMI françaises à l'international.





Vincent Reina En clôture du Sommet avec Anne -Marie Descôtes, Secrétaire générale du Président de la Chambre de Commerce Franco Arabe ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères,

Aussi au programme, les savoir-faire français ont été développées par la directrice générale de Veolia, Estelle Brachlianoff, par le PDG de Transdev, Thierry Mallet et par de nombreux représentants d'entreprises : Eiffage, Egis, NGE, Antea, Cabinet Merlin, Sanofi, Bpifrance....







Estelle Brachlianoff Directrice générale de Veolia



Thierry Mallet
PDG de Transdev

Ce sommet a aussi été l'occasion d'échanger sur des pistes de renforcement de la relation économique entre la France et le monde arabe dans 5 domaines clés et stratégiques : l'environnement, avec l'eau et les déchets, l'énergie aussi, le développement industriel, la santé et l'alimentation, la ville durable, les outils financiers, avec en sous-jacents les thématiques du digital et de la décarbonation de nos économies.

Ces enjeux sont cruciaux dans ce contexte international incertain où notamment l'inflation et la guerre Ukraine-Russie minent l'économie mondiale et en particulier européenne, où la crise du changement climatique inquiète, et où le numérique -et aussi ses dérives- continuent de redéfinir les relations humaines, le monde et celui des affaires. D'où l'importance de renforcer encore les relations historiques entre la France et les pays arabes dont une majorité, sont aptes à offrir de nouvelles perspectives économiques et d'investissement.

Pour encourager de nouveaux échanges bilatéraux, le président Vincent Reina a assuré le bord français du soutien entier de la CCFA en ce sens, il a déclaré : « Nous devons vous permettre de mieux comprendre ce qui se passe dans les pays arabes, de mieux comprendre ce qui se passe dans les entreprises françaises, et d'essayer de développer de plus en plus de convergences, de plus en plus de synergies les uns avec les autres, afin de garantir, in fine, des perspectives de développement pour les populations, plus harmonieuses et plus inclusives. »

Intervenant en clôture, la Secrétaire générale du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Anne-Marie Descôtes, a salué « le rôle de la Chambre de commerce franco-arabe dans la promotion des relations commerciales et la coopération industrielle, financière, sans compter toutes les coopérations sectorielles, notamment touristique et agricole qui existent entre nos pays » (France et pays arabes). La diplomate a aussi appelé au renforcement « sur le volet économique en particulier, du partenariat franco-arabe (...) aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements ».

Mohamed Choucair : Le Liban avec sa situation privilégiée et son secteur privé dynamique reste un centre d'affaires distingué et un lien avec les pays de la région

Le président des Organismes économiques libanais, Mohamed Choucair a mis l'accent sur l'importance du *Timing* de ce Sommet qui se tient « dans des circonstances mondiales exceptionnelles, durant lesquelles nous sommes en présence de défis à tous les niveaux : géopolitiques, économiques, énergétiques, inflationnistes et alimentaires. » Il a ensuite appelé la France et les États arabes « à prendre leur responsabilité vis-à-vis de leurs sociétés respectives (...) et à jeter les bases solides d'une coopération à toute épreuve qui devrait contribuer à une croissance économique durable et à l'amélioration du niveau de vie de nos sociétés. »

Il a par ailleurs salué le récent rapprochement Saoudo-iranien sous les auspices de la Chine, « une nouvelle étape dans la région » qui, « nous l'espérons, rétablira la stabilité, la sécurité et la paix pour les pays et les peuples de la région, y compris le Liban. » Il a aussi souhaité que le monde et en particulier l'État français ami, soutienne cet accord.

Concernant la crise libanaise multiple et sans précédent qui perdure depuis 2019 avec à sa tête un vide béant à la présidence de la République, empêchant ainsi toute amélioration, le président Choucair a tiré la sonnette d'alarme en appelant tous « les pays frères et amis du Liban à faire pression (...) et à prendre leur responsabilité morale pour sauver le pays de la désintégration et de le rendre à son état antérieur. » Il a aussi déploré que « les autorités libanaises n'aient pris aucune mesure concrète pour faire face à la crise, ni mis en œuvre aucun plan de redressement économique, ce qui prouve que la crise est aussi politique. »

Le responsable a par ailleurs salué la résistance du secteur privé libanais, un secteur « qui a pu en 2022 consolider sa situation et arrêter son déclin » contrairement au secteur vital qu'est le secteur public qui risque « l'effondrement complet » en raison de « problèmes structurels profonds exacerbés par la diminution des capacités financières de l'État. »

Du côté des bonnes nouvelles, le président du secteur privé libanais s'est dit confiant suite à « la signature de l'accord de démarcation des frontières maritimes méridionales du Liban et l'entrée de l'État frère du Qatar en tant qu'investisseur important dans l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz dans les eaux territoriales libanaises aux côtés des sociétés française Total Energy et de l'italienne Eni. Ceci constitue pour nous un développement stratégique majeur qui ouvre des perspectives d'investissement significatives au Liban. »

Mohamed Choucair a enfin appelé les participants « à tenir une conférence au Liban, consacrée à l'exploration des opportunités et à l'investissement au Liban (...) Le Liban, avec sa situation privilégiée et son secteur privé dynamique, reste (malgré tout) un centre d'affaires distingué et un lien avec les pays de la région ».

Gaby Tamer : Reconstruire une économie productive et augmenter l'exportation en encourageant la production de la marque « Fabriqué au Liban »

À son tour, le président de la Chambre de commerce franco-libanaise, Gaby Tamer a aussi mis l'accent « sur la situation précaire du Liban qui a engendré malheureusement une dislocation politique, financière, économique et sociale », rappelant qu'en 3 ans, le bilan est bien sombre avec selon les estimations : « Un taux de pauvreté de la population qui est passé de 30% à 80%, accompagné d'une vague d'émigration de plus 10% avec une absence quasi-totale des services publics ainsi qu'un secteur bancaire désormais défaillant et qui a instauré un contrôle de facto des capitaux. » Tout comme Mohamed Choucair, il a aussi mis en exergue le poids de la présence de plus d'un million et demi de déplacées syriens et plus d'un demi-million de Palestiniens sur le sol libanais qui compte à peine 4 millions d'habitants. « Les déplacés syriens partagent les infrastructures, les aides reçues, et le marché du travail, ce qui n'aide pas du tout à améliorer notre situation », a-t-il aussi regretté.

Gaby Tamer est aussi revenu sur les répercussions très handicapantes sur l'économie et le commerce extérieur libanais, de la double explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, de la pandémie du Covid-19 qui a paralysé l'économie mondiale et l'incapacité de la classe politique libanaise à réformer en vue d'obtenir les aides du FMI pour assurer une relance.

Le président de la Chambre franco-libanaise a alors appelé le secteur privé libanais « à saisir cette conjoncture pour reconstruire une économie productive en encourageant la production de la marque « Fabriqué au Liban- Made in Lebanon » pour réduire l'importation, qui s'est élevée-selon les estimations- en 2022 à 19 milliards de dollars, et accroître ainsi l'exportation, qui s'est limitée pour la même période à 3.5 milliard de dollars. »

Gaby Tamer s'est aussi dit favorable à plancher pour attirer des investissements afin de relancer l'économie libanaise et ainsi remettre à niveau les infrastructures relatives à la gestion de l'eau, l'électricité, le téléphone, les transports, et la collecte des ordures. « Tous ces programmes peuvent être réalisés en partenariat entre le secteur public et le secteur privé libanais et étranger avec la gestion entièrement confiée au secteur privée », a-t-il poursuivi. Le président de la CCFL a enfin espéré que « l'éclatement de cette crise pourrait se transformer en opportunité pour réaliser les réformes souhaitées en comptant pour se faire « de nouveau sur le soutien international. »

À propos de la Chambre de Commerce Franco Arabe

La Chambre de Commerce Franco Arabe est un acteur clé des relations économiques et commerciales franco-arabes en connectant entreprises et institutions françaises aux réseaux des Chambres de Commerce nationales et des représentations du secteur privé des 22 pays membres de la Ligue des Etats Arabes, au Maghreb, dans le Mashrek et les Pays du Golfe. La CCFA intervient dans les formalités à l'exportation vers les pays arabes, dans l'influence et l'intelligence économique, dans la formation, l'information et le développement des entreprises. Elle intervient également dans la résolution alternative de conflits à travers son Centre de Médiation et d'Arbitrage. La CCFA, votre business partner, ici et là-bas, pour vous aider! Pour plus d'infos http://www.ccfranco-arabe.org/



Reshaping Arab-French Relations to the Level of Strategic Partnership

Samir Abdullah Nass, President of the Union of Arab Chambers and Chairman of the Bahrain Chamber of Commerce and Industry, pointed out that "the Union of Arab Chambers, through its great interest in developing economic relations with various countries of the world, including the Arab-French Chamber, has succeeded in strengthening relations between the Arab private sector and the French private sector, and building bridges of joint cooperation with your country, which is an important partner for the Arab world."

During a speech at the opening of the Arab-French Economic Summit 2023, which was held under the title: "A partnership that must be consolidated in a world in crisis", in the French capital Paris on March 15, 2023, under the auspices of French President Emmanuel Macron, he stressed that "the world is living today a difficult scene due to the Russian-Ukrainian conflict, which has caused frightening repercussions on the overall economic situation on the European continent and in the rest of the world, especially in terms of energy, inflation, food security and chains. Supply and supply. The world is also witnessing problems in terms of climate change and cybersecurity, as well as geopolitical risks, social discontent and internal conflict. But despite all this, there remains a real Arab desire to contribute to shaping future prospects, and to play a prominent and essential role in light of the Fourth Industrial Revolution and the Second Digital Revolution, which is characterized by the ability to raise global income levels and improve the quality of life for people around the world, including the Arab world."

President Samir Nass considered that "France's recent trend towards expanding its investments in Arab countries, especially in the countries of the Cooperation Council for the Arab States of the Gulf, after it was limited for many years to the Arab Maghreb countries, pushes us to expand

cooperation in various sectors, the most prominent of which are culture, tourism, entertainment, sports, food safety, transport and logistics, manufacturing, as well as in the sectors of the future economy and other vital and strategic sectors."

He said: "We in the Union of Arab Chambers, through coordination and cooperation with our partners in the Arab-French Joint Chamber, seek to transfer the Arab-French relationship and cooperation to a level commensurate with the emerging global changes. As we are all aware of the very significant impact of development and economic integration on the progress, development and stability of our countries, it is necessary to expand the areas of joint investments, and focus on value-added projects and research, innovation and development, including the green economy, with the importance of following the rules of competition between enterprises and increasing the competitiveness of the economy."

Khaled Hanafi

For his part, the Secretary-General of the Union of Arab Chambers, Dr. Khaled Hanafi, stressed during his chairmanship of the second sectoral session within the activities of the Arab-French Economic Summit 2023, "A partnership that must be consolidated in a world going through crisis", that "the massive Arab presence at this summit confirms the interest of the Arab private sector in strengthening cooperation with the French side in various fields and fields."

He pointed out that "the holding of this summit under the patronage of His Excellency French President Emmanuel Macron represents a strong push towards moving forward in raising the level of economic relations between the Arab and French sides to greater and better levels, in light of the important economic and investment assets enjoyed by both sides."

Since His Excellency President Emmanuel Macron

assumed the presidency in France, France has deepened its diplomatic relations with its Arab partners, which reflects not only the growing recognition of the positive role that Paris can play in the Arab world, but also the need to pay attention to regional voices in the Arab world, in light of the strategic reality of Arab countries, especially Saudi Arabia and the United Arab Emirates in Asia, and the countries of the Maghreb and the Arab Republic of Egypt in the African continent.

He stressed that "the Union of Arab Chambers, which is the true representative of the Arab private sector, which employs 75 percent of the Arab workforce and represents 75 percent of the GDP, is very keen to develop and strengthen mutual relations, in partnership with the Arab-French Chamber, which plays an important role in linking relations between the two sides and raising them to the level of hopes and ambitions."

The Secretary-General considered that "Arab-French trade relations do not live up to what we aspire to, and they are decreasing instead of increasing, and from this point of view, it is necessary to think about a new method to improve our economic relations, especially in light of a changing world, and in light of the great changes that the Arab world has witnessed in recent decades and years," stressing "the need for France and the European Union to deal with the Arab world according to new foundations commensurate with the changes taking place, which calls for reformulating economic relations in accordance with The current classic

pattern of import and export, to the level of strategic partnership."

"The Arab world is not a homogeneous region, where there is diversity and difference at the level of classifications, where there are rich countries, middle-income countries, and poor countries, and therefore there are many economic advantages for Arab countries, and here, for example, Arab-French cooperation in the field of food security can be strengthened through the establishment of logistical zones related to food security," he said.

Secretary-General Khaled Hanafi called on the French private sector and those in charge of economic policies







in France to "rethink how to weave new relations with the Arab world, not only by penetrating Arab markets but by harnessing creative energies and reformulating the mutual relationship to serve the interests of both parties and the Arab and French peoples."

He concluded by saying that "there is an importance and necessity to give greater support and assistance to small and medium enterprises in order to build a new generation of businessmen with new creative ideas. This is done by providing the right environment, technical expertise, and scientific capabilities to lead these emerging investments in the commercial, industrial, manufacturing, and clean energy fields."

Source (Union of Arab Chambers)

JCC participates in Arab-French Economic Summit 2023

نسخ الرابط

Amman, Mar. 16 (Petra) -- The Jordan Chamber of Commerce (JCC) took part in 4th Arab-French Economic Summit 2023, which was held on Wednesday in Paris.

A statement issued by the JCC on Thursday said that the summit, jointly organized by the French-Arab Chamber of Commerce (CCFA), the Union of Arab Chambers, Business France, the Chamber of Commerce and Industry of Marseille, and the International Chamber of Commerce, was titled "A partnership that must be forged in a world in crisis."

The event discussed a number of key topics, entailing environment and water, industry, modern construction projects, food, nutrition, health care, banking, medicine, funds, climate in addition to the sustainable cities and the renewed Arab-French economic relationship.

ACC President Khalil Hajj Tawfiq said that the summit, which was held under the auspices of French President Emmanuel Macron, presented an opportunity to conduct an assessment of economic and trade ties between the Arab countries and France, and to explore means of enhancing them.

Tawfiq, who headed the Jordanian delegation to the summit, praised the commercial relations between the Arab nations and France, noting that the JCC is working with the CCFA Arab chambers members to unify their positions on various economic and trade issues.

He also praised the CCFA's contribution to making the markets of the Arab nations stronger on the map of world trade and positioning them as a key regional hub for business operations, emphasizing the importance of fostering closer ties between the Arab chambers of commerce and those of the European Union member states.

"Many French companies are investing in Jordan in various sectors, including energy, communications and construction," he indicated, noting that such investments contributed to providing job opportunities in addition to promoting economic growth in the Kingdom.

On the sidelines of the summit, Tawfiq held meetings with representatives of Arab embassies in France, heads of chambers of commerce, organizations and French business associations, and French stakeholders.



Newsletter Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 155 MARS-MAI 2023

4ème Sommet économique France-Pays Arabes

Dans un monde en crise, le partenariat France-Pays Arabes est à consolider. La CCFA s'engage.

La Chambre de Commerce Franco Arabe a rempli son objectif d'organiser, le 15 mars, au Medef, la quatrième édition de son Sommet économique France-Pays Arabes, placé sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République.

Avec le partenariat du Medef International et de l'Union des Chambres Arabes, la participation de Business France, de la CPME et de CCI France, la CCFA a ainsi rassemblé plus de 300 participants à cette occasion, dont de nombreuses délégations venues de pays arabes : Tunisie, Jordanie, Irak, Libye, Oman, Bahreïn, Émirats arabes unis, Egypte, Qatar, Liban, Arabie saoudite, en présence de l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris.

Ouverte et close par de hautes personnalités françaises et arabes, dont le Secrétaire Général adjoint de la Ligue Arabe, SEM. Hossam Zaki, représentant personnel du Secrétaire Général de la Ligue Arabe, M. Sameer Abdulla Nass, Président de l'Union des Chambres Arabes, Président de la CCI de Bahreïn, SE Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette rencontre a vu la présentation de savoir-faire français exceptionnels mis en avant par Mme Estelle Brachlianoff, Directrice Générale de Veolia, M. Thierry Mallet, PDG de Transdev, et de nombreux représentants d'entreprises : Eiffage, Egis, NGE, Antea, Cabinet Merlin, Sanofi, Bpifrance..... L'attractivité majeure des pays arabes et la nécessité d'y construire de nouveaux partenariats stratégiques y ont également été illustrées.

Dans l'esprit que nous revendiquons clairement depuis 2018, à savoir de faire en sorte que toutes les structures françaises puissent tirer ensemble dans ce même sens d'un partenariat renouvelé, j'ai pu notamment faire quatre propositions concrètes : que la collaboration mise en place dans le cadre de l'organisation de ce Sommet devienne une pratique systématique entre CCFA, Medef International et CPME ; que cette coordination soit mieux arrimée avec la diplomatie française et le dispositif public d'accompagnement à l'export : CCI, Business France, et Bpifrance ; que soient mises en place des task forces franco-arabes sectorielles pour contribuer à atteindre l'objectif de développer de nouveaux partenariats industriels ; que le travail de ces task forces puisse aboutir à un programme de rencontres planifiées, pour alimenter les prochains Sommets. Enfin il faut que les grands groupes français renforcent leurs actions dans l'entrainement puis la pérennisation des PME et PMI françaises à l'international.

Le rôle de la Chambre de Commerce Franco Arabe, salué par SE Mme Anne-Marie Descôte, « dans la promotion des relations commerciales et la coopération industrielle, financière, sans compter toutes les coopérations sectorielles, notamment touristique et agricole qui existent entre nos pays » (France et pays arabes), doit se renforcer « sur le volet économique en particulier, le partenariat franco-arabe (...) aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements ».

Voilà notre feuille de route. Voilà notre engagement.

Vincent Reina

SOMMAIRE

- Edito: Sommet France-Pays Arabes. La CCFA s'engage!
- Le point de vue des institutionnels, ouverture et clôture.
- Publicité : Veolia. p 4
- Eau et environnement, solutions françaises. p 5
- Publicité Antea. p7
- Pour un partenariat industriel renouvelé. p 8
- Ville durable et grands projets.
- Publicité Transdev. p 12
- Nourrir, soigner, partager médicaments et ressources alimentaires. p 14
- Banques, Fonds et financements.

lin

Publicité Cabinet Merlin.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe www.ccfranco-arabe.org



NEWSLETTER Franco-Arabe N° 155 - MARS-MAI 2023

Le point de vue des institutionnels : ouverture et clôture du Sommet

En prélude aux différentes séances de travail qui ont rythmé cette rencontre, les intervenants à la séance d'ouverture ont mis l'accent sur la nécessité de passer à une étape nouvelle dans la relation franco-arabe pour apporter des solutions à la hauteur des défis communs dans un monde traversé par des soubresauts politiques, économiques et climatiques.



Veolia et Transdev, l'entreprise Antea et le Cabinet Merlin.

Abordant le vif de son intervention, M. Vincent Reina a indiqué d'emblée qu'il y avait « urgence » à travailler ensemble, collectivement et mieux, car notre économie connaît depuis près de quatre ans des soubresauts dans un contexte mondial devenu particulièrement volatile, incertain, voire dangereux. Les échanges de la France avec le monde et en particulier avec le monde arabe se sont effondrés en 2020, a-t-il dit, et si les exportations françaises entre 2021 et 2022 ont réussi à retrouver une petite amélioration, cela est allé de pair avec l'appro-

parrainage de cette rencontre. Une première dans l'histoire de la CCFA. Il a adressé également ses remerciements à la Direction ANMO du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à la Direction générale du Trésor, au Secrétaire Général adjoint de la Ligue des Etats arabes, au Président de l'Union des Chambres Arabes, et au Secrétaire Général de l'Union des Chambres

Arabes. Par ailleurs, il a remercié les Ambassadeurs arabes et

l'ensemble des institutions qui ont répondu « présent » à l'appel

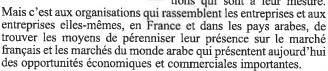
de la Chambre. Enfin il a remercié l'ensemble des entreprises par-

tenaires de la Chambre, au premier rang desquels les groupes

Pour les échanges de la France avec les pays arabes, il a indiqué que le solde commercial qui était négatif de - 1,9 milliard d'euros en 2021 est passé à -11,9 milliards en 2022. Certes,

fondissement du déficit commercial.

d'euros en 2021 est passé à -11,9 milliards en 2022. Certes, le volume des échanges a progressé de + 23 % avec les pays du Maghreb, + 72 % avec les pays du Golfe et + 54 % avec le groupe des pays tiers, mais le déficit s'est creusé. D'où l'urgence d'une action pour redresser cette situation. Mais que faire ? Et qui peut véritablement répondre à cette urgence, s'est-il demandé. Et de répondre que les pouvoirs publics essaient d'apporter les solutions qui sont à leur mesure.



« Le Sommet d'aujourd'hui est une brique de notre réponse collective », a-t-il dit. « Il doit nous permettre de mieux comprendre ce qui se passe dans les pays arabes, de mieux comprendre ce qui se passe dans les entreprises françaises et de développer des convergences et des synergies ». Dans ce cadre, il a estimé qu'il y a des actions pertinentes à développer conjointement notamment à travers la mise en place de groupes de réflexion, France-Pays Arabes, sur un certain nombre de thématiques tels que la santé, l'agroalimentaire, la ville durable, l'eau, la gestion des déchets, entre autres.

Terminant son intervention, le Président de la CCFA a estimé que « le monde bascule de plus en plus vers l'Orient » et qu'il était important de passer à une nouvelle étape dans la relation franco-arabe. Une étape de plus de co-construction, de plus de collaborations, pour apporter ensemble les meilleures solutions aux défis de demain, dont la lutte et l'adaptation au réchauffement climatique.

Le Président de l'Union des Chambre Arabes et Président de la CCI de Bahrein, M. Sameer Abdulla Nass, a rappelé le rôle de l'Union des Chambres Arabes dans le renforcement des relations entre les deux secteurs privés, français et arabe, et souligné que la France est un partenaire stratégique pour le monde arabe. Relevant que la guerre en Ukraine a eu des répercussions néfastes



M. Fabrice Le Saché et M. Vincent Reina



M. Sameer Abdulla Nass et S.E.M. Hossam Zaki

M. Fabrice Le Saché, Vice-Président du Medef, a ouvert cette seénce en affirmant l'engagement de son organisation dans la promotion de la relation franco-arabe. Il a indiqué qu'une nouvelle génération de jeunes ultra-connectés accède de plus en plus aux commandes dans les pays arabes et travaille sans complexe avec le monde entier. Les réseaux dans ces pays changent, tout comme en France. Alors il est important dans ce contexte où les relations économiques et commerciales entre la France et les États arabes s'affaissent, de connecter les différents responsables afin qu'ils puissent échanger pour rétablir un climat de confiance, développer des échanges et concevoir des projets communs. Il a rappelé que l'expertise française s'inscrit dans des filières très puissantes sur lesquelles des projets peuvent se construire, notamment autour de la ville durable, la ville intelligente, l'énergie, la santé et l'agroalimentaire, entre autres. Par ailleurs, M. Le Saché a souligné que le Medef regarde les pays arabes non pas comme un «comptoir commercial où l'on exporte des marchandises, mais comme des partenaires qui peuvent aussi investir en France». «Nous travaillons dans la perspective d'investir en partenariat en créant des sociétés communes et en nous projetant ensemble dans des pays tiers, en Afrique ou dans les pays francophones », a-t-il dit. Et de conclure : « ces rencontres offrent l'occasion pour les chefs d'entreprises de développer de tels partenariats. Il a émis l'espoir de voir ces rencontres se perpétuer et se pérenniser.

Le Président de la Chambre de Commerce Franco Arabe, M. Vincent Reina, a remercié tout d'abord les autorités françaises, tout particulièrement le Président de la République pour le



sur l'économie, notamment à travers la hausse des prix des matières premières et les frictions sur les chaînes d'approvisionnement, il a rappelé que les pays de la région avaient la ferme intention d'intégrer la révolution industrielle 4.0. Par ailleurs, il a relevé que la France élargissait le champ de ses investissements dans le monde arabe et les étend désormais aux pays du Golfe, alors qu'ils étaient auparavant cantonnés dans les pays du Maghreb. «Aujourd'hui, nous avons des partenariats dans beaucoup de domaines, notamment le tourisme, l'énergie et l'industrie de la culture ; mais nous cherchons à développer des partenariats dans de nouveaux domaines, notamment la cybersécurité, le numérique et les secteurs d'avenir » a-t-il conclu.





S.E. M. Ayeid Mousseid Yahya

pement d'énergies durables et autres, nécessitent, en ces temps difficiles, une coopération pour trouver les solutions adéquates » a-t-il plaidé. Par ailleurs, S.E. M. Hossam Zaki a évoqué la situation de handicap dans certains pays arabes et les défis internes qu'ils doivent relever afin de retrouver leur stabilité. Il a cité notamment l'Irak, le Liban, la Libye, le Yémen et la Syrie, affirmant que davantage

atout majeur sur lequel on peut s'appuyer pour élaborer des solu-

tions communes. Le changement climatique, les problèmes

migratoirs, le chômage, la transformation numérique, le dévelop-

ment des projets dans la reconstruction, les infrastructures, les transports, l'énergie, l'eau et l'accès aux nouvelles technologies.

Pour conclure, il a rappelé que la France a signé des accords de partenariats stratégiques avec certains de ces pays. Et que la coopération avec ces pays gagne à être renforcée en volume et en

rythme. Enfin il a renouvelé l'engagement de la Ligue des Etats Arabes à poursuivre les efforts susceptibles de promouvoir la paix, le développement durable et les partenariats fructueux au service de toutes les parties. « Je suis convaincu que les conclusions de ce Sommet seront d'une grande pertinence et d'une grande importance, aussi bien pour les milieux des affaires que les gouvernements » a-t-il indiqué.

S.E. M. Ayeid Mousseid Yahya, Ambassadeur de Djibouti et Doven du corps diplomatique arabe à Paris a estimé que cette rencontre, avec le nombre important de participants français et arabes, venus de nombreux pays arabes, devait être l'occasion de poser une nouvelle approche entre les entreprises françaises et les entreprises arabes. Approche basée sur l'intérêt commun, la coconstruction et le partenariat gagnant-gagnant. Il a classé les pays arabes en trois catégories : pays en situation de crise, pays à marchés matures et pays émergents. Les pays en situation de crise ne le resteront pas indéfiniment. Alors il faut y préparer l'avenir dès à présent. Les pays à marchés matures veulent être à la pointe sur le combat contre le réchauffement climatique, dans la conquête de l'intelligence artificielle, de l'espace, de la mobilité et de l'économie digitale la plus aboutie. Quant aux pays dits émergents, ils sont en fait largement inscrits dans la concurrence et la compétition mondiale. Il a invité les entreprises françaises à saisir toutes les occasions pour accompagner ces différents marchés et relever au mieux les défis qui se présentent.

« Je suis convaincu que les entreprises françaises savent désormais que leur présence dans les pays arabes leur permettrait de servir ces pays et de se projeter sur l'ensemble du continent africain et les pays de l'Asie Pacifique » a-t-il rappelé, avant d'évoquer, comme exemple, le plan de développement « Djibouti vision 2035 » qui vise à moderniser le pays, notamment ses infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que les secteurs traditionnels tels que la pêche, le tourisme ou l'agriculture. Cette vision s'appuie sur une modernisation du cadre réglementaire et d'un accompagnement des populations pour que la nouvelle croissance soit inclusive et créatrice d'emplois, a-t-il dit. Il a invité tous les investisseurs à regarder le marché djiboutien, ainsi que ceux de tous les pays de la zone, avec un prisme nouveau.

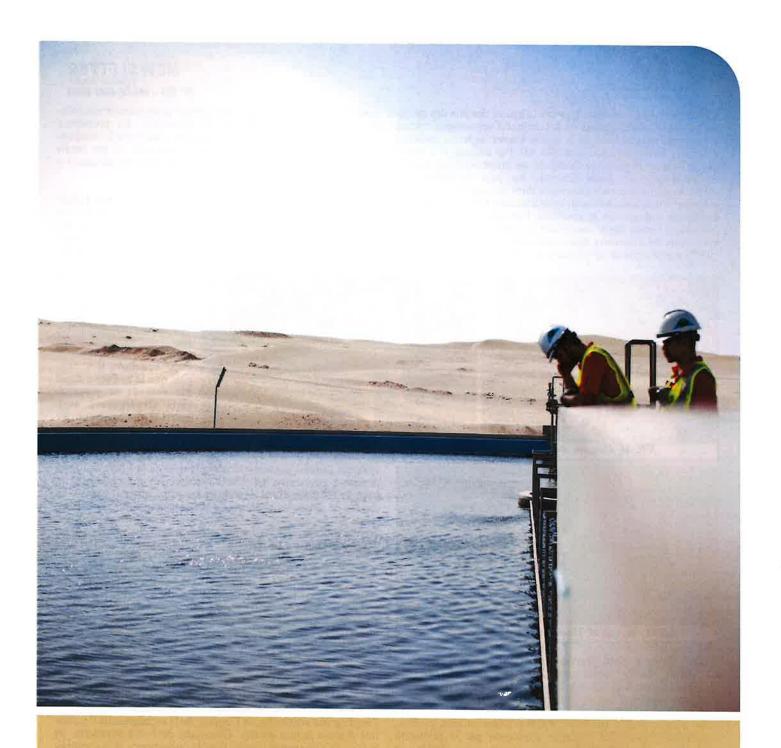


S.E.M. Abi Assi, M. Vincent Reina, M. Gaby Tamer

S.E. M. Hossam Zaki, Secrétaire Général adjoint de la Ligue des Etats Arabes, representant M. Ahmed Aboul El-Gheit, Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes, a rappelé les crises qui se succèdent depuis 2008 et leurs conséquences sur l'économie, affirmant qu'il était difficile de les gérer individuellement. A la crise financière de 2008, d'autres crises se sont greffées, notamment l'instabilité politique provoquée par le printemps arabe, la montée du terrorisme avec le groupuscule « Daech », la pandémie de la Covid et, récemment, la guerre en Ukraine. Cette guerre engendre des tensions sans précédent en soumettant les transactions économiques à des calculs géopolitiques. Tout ceci a un impact indéniable sur la croissance économique, le climat des affaires et les prix des matières premières. Dans les pays arabes, la hausse des prix, notamment sur les produits alimentaires et l'énergie, accroît la pression sociale. En Éurope, elle contribue au recul du pouvoir d'achat, au déficit budgétaire et à la hausse des

lisitez le site de commerce anco-arabe www.ccfrancoarabe.org

dettes publiques. Ces crises comportent certes des risques, mais elles sont aussi porteuses d'opportunités qu'il faut saisir. « Tout au long de notre histoire, nous avons contribué ensemble à l'émergence d'une culture méditeranéenne. Elle constitue aujourd'hui un



Au Maroc, aux Emirats, en Jordanie, au Qatar, à Dubaï, en Arabie Saoudite, en Oman, Veolia accompagne les collectivités et les industriels dans leur transformation écologique.

Leader mondial, Veolia conçoit et met en place des solutions innovantes de décarbonation, de dépollution et de régénération des ressources, comme donner une seconde vie aux eaux usées, traiter les déchets dangereux, optimiser la performance des bâtiments pour réduire les pertes énergétiques.

Retrouvez nous sur veolia.com/africa et veolia.com/middleeast.









S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Des actions majeures pour l'instauration du nouvel ordre coopératif

S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui a clôturé les travaux de cette rencontre, a exposé la position de la France et sa volonté de travailler à la construction d'un partenariat constructif avec les pays arabes.

Elle a tout d'abord remercié le Président Reina pour son invitation, ainsi que le Vice-Président du Medef pour l'accueil de cette manifestation. Par ailleurs, elle a salué la participation de la Ligue des Etat Arabes « actrice essentielle des efforts régionaux de la communauté internationale en faveur de la résolution pacifique et politique des crises qui affectent encore le monde arabe » a-t-elle dit.

Pour elle, cet événement « atteste du rôle de la Chambre de Commerce Franco Arabe dans la promotion des relations commerciales entre nos pays ». Rappelant que les échanges entre la France et les pays arabes représentaient 73 milliards d'euros en 2022, soit 5 % des échanges mondiaux de la France, « cet évènement doit permettre dans un contexte international marqué par des bouleversements et de transformations profondes » de renforcer encore le volet économique du partenariat franco-arabe, aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements. Elle a notamment indiqué que les pays d'Afrique du Nord pourraient bénéficier du resserrement des chaînes de valeur, et que par ailleurs, les pays du monde arabe, confrontés aux enjeux du développement durable et du réchauffement climatique, peuvent trouver dans les entreprises françaises des expertises et des solutions, citant les secteurs de la gestion de l'eau, des énergies renouvelables et de la ville durable. Poursuivant sa démonstration, S.E. Mme Anne-Marie Descôtes, a indiqué qu'une bonne relation économique s'exprime également à travers la confiance des investisseurs arabes dans l'attractivité de la France et dans les réformes entreprises par le gouvernement pour proposer un climat propice aux affaires. Elle a rappelé, dans le cadre du Sommet Choose France présidé par le Président de la République depuis 2017, l'engagement des investisseurs de la région dans les divers secteurs de l'économie en France, notamment la technologie, la mobilité, l'agroalimentaire. Cette coopération devrait se renforcer avec le grand plan d'investissement « France 2030 », doté de 54 milliards d'euros, qui ouvre de nombreuses opportunités dans les secteurs d'excellence de demain, de l'aéronautique à la santé, en passant par le numérique ou l'énergie.

Par ailleurs, S.E. Mme Anne-Marie Descôtes a rappelé les engagements de la France en faveur d'une réponse aux nombreux défis que doivent relever certains pays de la région sur le plan énergétiques et alimentaires causés par la guerre en Ukraine. Par ailleurs elle a rappelé que cette guerre ne pourrait en aucun cas avoir un « effet d'éviction » ou diminuer l'intérêt pour les autres crises et conflits qui affectent la région. « Nous connaissons la forte sensibilité de vos pays à l'évolution de plusieurs crises dans vos régions respectives : je pense en particulier à la question palestinienne, aux crises en Syrie et en Libye, ainsi qu'au devenir du Liban », a-t-elle dit. « Sur ces différentes situations, notre engagement est clair et constant. Il s'appuie sur le droit, la justice et le refus de la force ou de la violence. Ce sont des principes que nous avons en commun ». Elle a annoncé la préparation d'un nouveau sommet sur l'Irak et s'est félicitée de l'accord rétablissant les relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, sous l'égide de la Chine. Elle a conclu son intervention en s'adressant aux organisateurs de ce Sommet : « les actions que vous menez, en tant qu'acteurs économiques de terrain, sont des contributions majeures à l'instauration de ce nouvel ordre coopératif que nous et vous, appelons de nos vœux », a-t-elle dit.

Première session sectorielle

L'eau et l'environnement : des perspectives inquiétantes, mais des solutions françaises existent !

En Keynote, Mme Estelle Brachlianoff, Directrice Générale de Veolia, a présenté les métiers de son groupe et les réponses qu'il propose face aux problèmes liés à la rareté de l'eau, au réchauffe-



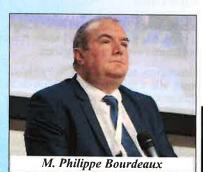
ment climatique et à la protection de l'environnement. Et plutôt que de parler des conséquences du réchauffement climatique, elle a préféré présenter les différentes solutions développées par Veolia, fruits d'années d'expérience et de technologies innovantes. Le métier de Veolia c'est d'aider ses clients, villes ou industriels, à décarboner, dépolluer, économiser et régénérer des ressources, a-telle dit. Dans le secteur de l'eau, le triptyque de solutions est connu : sobriété, réutilisation des eaux et déssalement. Veolia est un leader sur le marché du dessalement avec des technologies moins énergivores. Dans le domaine du recyclage des eaux usées, le groupe a développé des procédés connus à travers ses installations notamment au Maroc, à Abou Dhabi ou en Jordanie. Le recyclage est 30 % moins cher que le déssalement d'eau de mer. Par ailleurs, plus l'urbanisation est dense, plus il y a de l'eau usée à recycler. C'est un cercle vertueux, expliqua-t-elle.

Concernant le traitement des déchets dangereux, Mme Brachlianoff a indiqué qu'il faut des techonolgies avancées. Veolia a déployé son savoir-faire aux Émirats arabes unis où le groupe traite 3.000.000 de tonnes/an de déchets dangereux. Enfin sur l'énergie, Mme Brachlianoff a indiqué que son groupe exploite les déchets locaux, des eaux usées, ou du biogaz, notamment à Dubaï où une usine de biométhanisation produit de l'énergie à partir des boues des stations d'épuration, et à Tanger où le groupe produit de l'énergie à partir des grignons d'olives, pour les usines Renault. Dans le domaine de l'économie d'énergie, Mme Brachlianoff a révélé qu'Enova, filiale du groupe Veolia, avait mis au point des technologies pour le compte d'hôpitaux, de centres commerciaux et d'aéroports capables d'économiser de 20 à



CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

30% d'énergie sans modifier de façon majeure les bâtiments. Concluant sur une note très positive, Mme Brachlianoff a souligné qu'il y a des solutions et qu'il était de notre devoir de les déployer au plus vite car le coût de l'inaction est plus important que le coût de l'action.



Philippe Bourdeaux -Vice-Président Afrique-Moyen-Orient, Veolia, a présenté l'implantation du groupe dans le monde arabe. Veolia se positionne sur des marchés



M. Laurent Julvez



extrêmement concurrentiels s'associe le plus souvent avec des partenaires locaux en génie civil, des développeurs et des financiers pour former des entités locales à

fort potentiel. Le groupe a une très forte présence au Maroc, notamment dans l'épuration des eaux usées et l'énergie éolienne. En Jordanie, pays qui souffre le plus du stress hydrique, Veolia produit 360.000 m' d'eau par jour dans son usine d'épuration à Amman pour irriguer 10 % de la surface agricole utile du pays. Au Qatar, les 100.000 arbres plantés autour de la station d'épuration de Doha sont irrigués par les eaux recyclées de la station. En Arabie saoudite Veolia construit à Jubailla - la plus grande plateforme pétrolière - une usine capable de traiter environ 70.000 tonnes de déchets. Enfin à Abu Dhabi, le groupe démarre un process de traitement des déchets dangereux issus de l'industrie du raffinage du pétrole et un centre de traitement des boues faiblement radioactives issues de la production du pétrole.

Pascal Voyeau - Directeur Général, Antea France, est intervenu pour présenter Antea France, entreprise de taille intermédiaire, active sur les géosciences. Créé il y a 30 ans, le groupe se positionne sur les métiers touchant à l'ingénierie de l'environnement et la valorisation des territoires, notamment sur les problématiques de la pollution des nappes, des sols et de l'air. Par ailleurs, le groupe est également actif sur les aspects réglementaires des projets industriels ou d'aménagement. Antea est divisé en plusieurs départements : un département de gestion des données environnementales pour le compte des maîtres d'ouvrage publics ou privés ; un département infrastructures spécialisé dans la maîtrise des sols et du sous-sol ; un département cycle technique et cycle naturel spécialisé dans les réseaux d'usine et les précipitations avec leurs dimensions hydrauliques, écoulement et rechargement des nappes. Ces activités sont au cœur des problématiques du rechauffement climatique et de son impact sur le cycle de l'eau. Pour conclure, M. Voyeau a indiqué

que son groupe recherche des acteurs locaux pouvant intervenir dans un champ d'activité assez large sur le Maghreb et le Moyen-

Mohammad Choucair - Président des Organisations économiques libanaises, a rappelé que le monde était confronté à des défis multiples : géopolitiques, économiques, énergétiques, inflationnistes et alimentaires. Il a appelé à multiplier les échanges et à rassembler les énergies afin d'explorer toutes les possibilités d'une croissance économique durable. Il a souligné que le secteur privé libanais, malgré la crise que traverse le pays, a pu consolider sa situation et arrêter son déclin. Par ailleurs, il a souhaité l'organisation d'une conférence au Liban, consacrée à l'ex-

ploration des opportunités d'investissement dans le pays du cèdre qui sont nombreuses notamment dans l'énergie, les services, les infrastructures, l'industrie, la banque et les technologies de l'informa-

Gaby Tamer - Président de la Chambre de commerce franco-libanaise, a présenté la situation précaire du Liban du fait de la crise économique qui sévit dans le pays depuis 2019. Face à cette crise, les Libanais ont entrepris la reconstruction d'une économie productive pour réduire l'importation (19 milliards de dollars en 2022) et accroître les exportations (3,5 milliards de dollars, en 2022). Il appelé les amis du Liban à investir dans son pays dans les infrastructures, l'eau, le téléphone, les transports et le traitement des déchets, à travers des partenariats public-privé afin de contribuer à transformer cette crise en opportunités.

Pour le Cabinet Merlin, qui a fêté ses 100 ans l'an dernier, Laurent Julvez - Directeur Général Adjoint, a indiqué que le groupe exporte son savoir-faire depuis une trentaine d'années avec des usines de production d'eau potable et des stations d'épuration au Liban. Merlin est une entreprise familiale de taille intermédiaire avec de multiples

activités. Il est engagé de façon très forte sur la transformation écologique et la transition énergétique qui représentent à peu près 80 % de son activité, avec de nombreuses implantations, aussi bien en France qu'à l'étranger. Son activité à l'international a démarré au Liban, avant de prendre son essor au Maghreb. notamment en Algérie, en Tunisie et en Égypte ; plus récemment en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Les métiers de Merlin, qui intervient sur l'ensemble de la chaîne, de la conception jusqu'au suivi des travaux, sont centrés sur l'eau et les déchets. D'autres thématiques sont également présentes, notamment l'aménagement urbain, le transport ou la fibre optique, ainsi que toutes celles liées à la transition énergétique telles la production de la chaleur à partir des déchets ou des eaux usées pour les injecter dans un réseau de chauffage urbain, produire du carburant ou de l'électricité. Pour conclure, M. Julvez a indiqué que le groupe possède un savoir-faire particulier qu'il souhaite mettre au service du développement énergétique dans les pays arabes.

Omar El Dakkak - Chef de l'Unité de mathématiques et des sciences numériques, Sorbonne Abu Dhabi, aindiqué que son université était un pont entre les cultures et qu'elle ambitionne, avec son acquis de l'excellence scientifique, de proposer à la société des solutions novatrices. L'université réunit des champs disciplinaires très variés dans un espace suffisamment compact autour de projets de recherche. Le problème du réchauffement climatique nécessite des solutions multidisciplinaires et la structure de la Sorbonne Abu Dhabi propose des solutions novatrices, à la fois techniques, culturelles et règlementaires car il ne s'agit pas de proposer des solutions sans donner envie à la société de les recevoir. Il a estimé que quatre grandes thématiques ressortent du



M. Mohammad Choucair



L'eau est indispensable pour de nombreuses industries, comme matière première ou pour des fonctions clés telles que le refroidissement. Face à des situations de plus en plus fréquentes de stress hydrique, les industriels sont amenés à élaborer une stratégie de gestion de la ressource en eau, non pas limitée seulement aux sites industriels, mais élargie, considérant l'industrie comme partie intégrante du bassin versant auquel elle

Antea Group intervient dans la définition de la politique de gestion de l'eau au niveau Corporate, et réalise des études de site détaillées à l'échelle du bassin versant comprenant :

- L'évaluation de la vulnérabilité de la ressource en eau,
- L'optimisation des installations & empreinte eau,
- La stratégie de préservation de la ressource en eau.

est reliée.



Basée sur l'évaluation des risques et des opportunités, avec la prise en compte des attentes des parties prenantes, cette stratégie est déployée via une feuille de route d'actions spécifiques. Elle aboutit ainsi à une gestion adaptée, responsable et durable de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant tout en pérennisant l'activité au niveau du groupe.

Nos experts en hydrogéologie, hydraulique et traitement des eaux accompagnent également les industriels dans tous les projets liés à l'eau :

- Valorisation des eaux souterraines et de surface,
- Gestion et traitement de l'eau industrielle,
- Conformité réglementaire, reporting,
- Prédiction dans le cadre du changement climatique,
- Contamination, évaluation et traitement des eaux souterraines.

Notre démarche intégrée sur tout le cycle de l'eau répond aux défis majeurs du changement climatique, des transitions énergétique, écologique et numérique.

Anton Strong est accredible par la CDV.

organillation any homes entain and adults a processor of the continuous desirable and adults. It is a continuous and a continuous analysis and a continuous analysis are processor at the declaration and management and the declaration and management and the declaration a

ALLIANCE FOR MAINTEN STEWNINGSTRIP

WELL AND CONTROLLED ON THE STEWNROSHIP

ON OBSERVE OF THE

Acteur majeur de l'ingénierie environnementale en France, Antea Group rassemble plus de 900 experts et consultants pluridisciplinaires intervenant dans les domaines de l'eau, de l'environnement, des infrastructures et des données environnementales en France métropolitaine, d'outre-mer et à l'international.

Plus d'informations : nadia.jebbour@anteagroup.fr www.anteagroup.fr



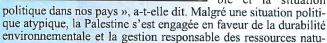




réchauffement climatique, à savoir : les ressources en eau, les générations futures et les impacts du changement climatique, la transition énergétique et le développement durable, et la transformation digitale, à l'intérieur desquelles on retrouve des sous-thématiques. La communauté scientifique peut identifier des problèmes et développer des projets qui peuvent parfois surprendre tel le phénomène migratoire lié au changement climatique, du point de vue du droit international et de la sociologie. Les universités modernes sont descendues de leur tour d'Ivoire et ont compris qu'il faut développer des partenariats avec les entreprises et vice versa. Ainsi, deux chaires d'excellence sont nées à l'université Sorbonne Abu Dhabi, financées par TotalEnergies, et

Thalès, pour recherche fondamen-

S.E. Mme Abou-Hassira Ambassadrice de la Palestine à Paris, a conclu cette session de travail en témoignant sur la situation en Palestine. « Nous ne pouvons pas séparer les perspectives de développement durable et la situation



relles. La Palestine est confrontée à des défis existentiels liés à l'utilisation, à l'accès et à l'appropriation de l'eau. « 85 % de l'eau palestinienne et contrôlée par Israël ». L'Ambassadrice a également soulevé le problème de l'accès à l'eau dans la bande de Gaza où 95 % de l'eau utilisée est impropre à la consommation car les nappes phréatiques sont surexploitées et de surcroît infiltrées par l'eau de mer. En Cisjordanie, ce défi frappe plusieurs villes et la population dépend d'une alimentation par camion. Malgré cette situation très difficile, la Palestine cherche à créer l'Autorité palestinienne de l'eau et de l'environnement pour mettre en place des politiques pour lutter contre le changement climatique.

Parmi les projets phares concernant l'eau, Mme Abou-Hassira, a cité celui de Gaza, financé par l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque islamique, et le Fonds koweïtien pour le développement, ainsi que celui de Cisjordanie, mis en place par l'Agence Française de Développement. D'autres projets existent, notamment celui financé par Saint Gobain pour les canalisations servant aujourd'hui à approvisionner Gaza en eau potable. Toutes les technologies de traitement de l'eau en territoire palestinien sont importées de France, a-t-elle dit, avant d'encourager les entreprises françaises à venir en Palestine malgré une réalité politique difficile car la demande est grande et les besoins sont aigüs. « Nous avons un cadre juridique attractif pour les investisseurs étrangers », a-t-elle précisé. Et de conclure: « beaucoup avancent que l'eau serait la cause de la guerre dans notre région, moi je dis que c'est en faisant la paix, et essentiellement la paix entre la Palestine et Israël qu'on ouvrira une perspective de coopération régionale plus large qui serait bénéfique pour tous les peuples de la

Deuxième session sectorielle

Pour une relation économique franco-arabe renouvelée : une nouvelle approche des partenariats industriels



S.E. Mme Hala Abou-Hassira

Secrétaire Général de l'Union des

En Keynote, M. Khaled Hanafy Chambres Arabes, a salué la participation en nombre des représentants du secteur privé arabe, démontrant ainsi son attachement au développement de la coopération entre la France et les pays arabes, et affirmé qu'au regard des changements qu'ils ont connus, il convient traiter avec eux sur de nouvelles bases privilégiant une relation stratégique. La France possède une technologie avancée et est riche par ses produits agricoles. Les opportunités sont grandes pour construire des partenariats dans le secteur alimentaire et créer des co-entreprises avec des investissements arabes pour raccourcir les chaînes d'approvisionnement et bénéficier de la main-d'œuvre locale quali-



M. Alain di Crescenzo

fiée et se projeter ensemble vers d'autres marchés, notamment en Afrique. D'autres opportunités existent dans l'économie et l'énergie vertes qui peuvent ouvrir la voie à des partenariats bénéfiques pour les deux parties. Pour conclure, évoquant les nombreuses visites officielles entre les deux parties, il a indiqué que la France s'intéresse aujourd'hui beaucoup plus qu'avant à cette région, ce qui devrait encourager les investisseurs, et il a appelé tous les décideurs en France à réfléchir à cette nouvelle approche.

Alain di Crescenzo - Président CCI France, a estimé qu'il faut du courage pour faire des constats sans complaisance et dire que, par rapport à ses concurrents, l'industrie française a beaucoup décliné sur les 30 dernières années, notant qu'en 2022 elle représentait 13,5 % du PIB, contre 16 % en Italie et plus de 20 % en Allemagne. Par comparaison, en 1950, elle

avoisinait les 30 %. 80 % des flux commerciaux à l'international sont constitués de biens, pendant que la part des services est moindre. Paradoxalement, Alain di Crescenzo, a évoqué une inflexion, observable dans les 3.000 nouveaux emplois créés en 2022, principalement dans l'industrie 4.0, l'industrie verte et la recherche de la souveraineté industrielle, ce qui rebat les cartes et crée des opportunités. Sur un autre plan, M. di Crescenzo a relevé que la guerre en Ukraine avait provoqué la hausse des prix de l'énergie et des matières premières que les entreprises n'avaient pas anticipée, tout en essayant de rebondir, grâce au soutien de l'Etat et des Chambres de Commerce. L'avenir, a-t-

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



il estimé, est tourné vers une industrie propre, décarbonée, pendant que la digitalisation et la robotisation la feront gagner en compétitivité. La part de marché de la France dans le commerce mondial avoisine les 3%; il y a donc une

The second secon

M. Jean-Lou Blachier

grande marge de progressionqui nécessitera de bouger sur le front des exportations alors que pour la deuxième année consécutive la France était la plus attractive en Europe avec 1.800 projets industriels



M. Kamel Benloukil

S.E. M. Alaa Youssef

M. Abdulrazaq Al Zuheere

identifiés en 2022. Abordant les domaines de coopération avec les pays arabes, M. di Crescenzo a notamment souligné le recyclage de l'eau, l'énergie et tous les secteurs du savoir-faire français. Pour conclure, il a estimé qu'il faut

se rencontrer, se réunir et discuter. « J'ai passé ma vie dans les avions à rencontrer les peuples, je vous encourage à continuer à organiser ces rencontres ».

Abdulrazaq Al Zuheere - Président de la Fédération des CCI d'Irak, a rappelé l'accord de partenariat stratégique récemment signé entre la France et l'Irak et souligné que les entreprises françaises sont les bienvenues dans son pays. Le marché irakien a évolué, a-t-il plaidé, il est désormais ouvert et libéral et offre de nombreuses opportunités d'investissement. Le système bancaire irakien a de nouveau rejoint le système Swift qui permet de fluidifier les relations économiques du pays avec le reste du monde. Il a rappelé que les entreprises françaises étaient présentes en Irak dans des grands projets. « J'aimerais les voir revenir » a-t-il dit, notamment dans les secteurs de l'économie verte, de l'infrastructure, du traitement de l'eau, de la santé ou de la construction. L'Irak souhaite développer les secteurs du tourisme, du transport et l'agriculture, ainsi que le secteur industriel auquel le gouvernement a consacré plusieurs milliards de dollars. Il a rappelé que son pays vient d'attribuer un milliard de dollars de garantie pour faciliter les échanges avec l'Allemagne. C'est un message pour le monde et pour l'Europe, qui montre l'intérêt que porte l'Irak pour les entreprises européennes et françaises.

Jean-Lou Blachier - Secrétaire confédéral CPME, a présenté son organisation qui rassemble les petites et moyennes entreprises. La CPME est présente dans de nombreux pays grâce aux partenariats qu'elle y a tissés. Dans les pays arabes, elle est présente à travers le Groupement du patronat francophone qui organise les 15 et 16 mai prochains une manifestation en Jordanie et attend des délégations d'entreprises qui viendront, notamment

d'Afrique, des Emirats arabes unis, d'Egypte et d'Irak. Soulignant l'importance de travailler ensemble, il a invité les participants à se joindre aux différentes manifestations organisées, propices à la coopération. Le Groupement du patronat francophone rassemble des patrons de 88 pays francophones ou francophiles et près de 20 millions d'entreprises. Certes, il est difficile pour certaines PME-PMI de s'investir à l'international par manque de réseaux et de contacts locaux. Pourtant, à travers les manifestations que le CPME et la CCFA organisent, la possibilité de rencontrer des homologues leur est offerte.

Kamel Benloukil – Directeur France, EDB Bahreïn, a d'emblée annoncé que Bahreïn, le plus petit pays du Golfe était une force économique importante, ayant entrepris depuis une vingtaine d'années de diversifier son économie et de moderniser ses règlements afin d'attirer les investisseurs étrangers et dynamiser le secteur privé. Une cinquantaine d'entreprises françaises sont installées dans le pays tels le groupe Viv'Alu qui travaille avec le groupe Alba, deuxième fonderie d'aluminium au monde, qui



s'équipe pour produire de l'aluminium avec l'énergie verte. Le gouvernement bahreini a investi massivement dans les plateformes logistiques maritimes et aéroportuaires permettant aux entreprises d'exporter et d'importer rapidement les produits périssables. Le pays attire de plus en plus d'investisseurs étrangers et des industriels dans le secteur de l'automobile et de l'aéro-

nautique, et cherche à collaborer avec les entreprises françaises dans l'agriculture et l'agroalimentaire, et souhaite aider les entreprises françaises à rayonner sur la région. Il a rappelé que l'Agence de développement économique de Bahreïn, installée à Paris depuis mai 2022, aide à dynamiser les échanges entre les deux pays.

Mohammed Abdelfattah Al-Masri - Vice-President de la Fédération des CCI égyptiennes, a rappelé que l'Egypte avait mis en place une stratégie de développement, « Vision 2027 », qui vise à dynamiser le développement de l'industrie pour contribuer à hauteur de 20 % dans le PIB, de même qu'à attirer les investisseurs étrangers, développer l'économie verte et augmenter les exportations pour atteindre 100 milliards de dollars. Dans l'industrie, la FEDCOC a défini les opportunités d'investissement pour les entreprises étrangères et mis en place une série de mesures d'aide pour leur installation, la facilitation de leurs relations avec les industries locales, l'obtention d'avantages fiscaux et financiers et l'accès à la maind'œuvre locale qualifiée. Il a souligné que les relations entre la France et l'Egypte remontent à 1860, à l'époque de la construction du canal de Suez par Ferdinand de Lesseps, élargi pour faciliter le passage des gros porte-conteneurs et aménagé pour accueillir des zones industrielles sur ses rives. Le pays offre ainsi beaucoup d'occasions d'investissements pour les entreprises françaises.

S.E. M. Alaa Youssef – Ambassadeur d'Egypte, a rappelé que 925 entreprises françaises évoluaient très librement en Égypte, avec un chiffre d'affaires de 83 milliards d'euros, un nombre appelé à une forte progression dans les prochains mois suite aux différents accords signés en marge du dernier sommet sur le climat à Sharm El Sheikh. Il a souligné que la zone économique du canal représente une opportunité très prometteuse pour les entreprises françaises via plusieurs MOU signés l'année dernière dans l'industrie et les énergies renouvelables, tel l'hydrogene vert qui représente un vecteur important de développement de la coopération entre les entreprises françaises et égyptiennes. Il a rappelé que l'Egypte a signé plusieurs accords de libre





échange avec des pays africains et des pays arabes qui ouvrent des marchés potentiels pour les entreprises installées dans le pays. Le gouvernement a entrepris des réformes et mis en place des mesures d'incitation pour encourager les investissements étrangers à travers le plan « Forçat Zahabia » (occasions en or) et appelé les investisseurs à profiter de ces mesures.

S.E. M. Fahad Al Ruwaily - Ambassadeur d'Arabie saoudite, a indiqué que son pays est une destination privilégiée des investissements étrangers, suite aux réformes économiques et sociétales dont les résultats sont palpables. Le Plan de développe-

ment « Vision 2035 » définit la stratégie industrielle du pays et développe des partenariats dans différents domaines tels l'énergie, l'eau et les transports. Au vu de leur savoir-faire et des technologies avancées qu'elles maitrisent, lesentreprises françaises sont invitées à visiter le royaume pour découvrir les opportunités sur le marché saoudien.

M. Samir Majoul - Président de l'UTICA, Tunisie, a déroulé le fil des événements dans son pays : révolution, Covid, guerres en Libye et en Ukraine, qui ont affaibli le pays et impacté ses finances publiques. Toutefois, la Tunisie, pays de 12 millions d'habitants, à l'origine de l'organisation de la francophonie et considéré comme l'atelier du monde, reste très compétitive, pai-



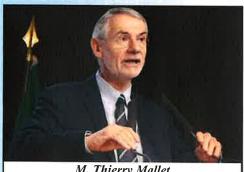




sible et accueillante et affiche une attractivité industrielle exceptionnelle.1.400 entreprises françaises y sont installées. Il a rappelé la situation géopolitique actuelle très particulière avec l'instrumentalisation de l'énergie et de l'alimentaire en armes de guerre. Il a souligné la nécessité pour chaque pays de retrouver la souveraineté alimentaire, sanitaire et énergétique. « Nous réformons l'ensemble des filières industrielles et agricoles, l'énergie renouvelable, l'économie bleue et l'économie circulaire et nous appelons la France à marquer ces territoires, à reprendre sa force sur l'échiquier mondial et sa relation avec les pays arabes ». Pour conclure, il a indiqué que la Tunisie va bien et que l'économie est résiliente, ainsi que le secteur privé qui génère de la croissance et contribue au budget de l'Etat.

Troisième session sectorielle

Ville durable et grands projets de demain



M. Thierry Mallet

« Transdev, ce sont des femmes et des hommes au service des femmes et des hommes », a déclaré ThierryMallet, PDG Transdev, en guise préambule à son intervention. Transdev

est un groupe franco-allemand dont le capital est détenu par deux actionnaires : la Caisse des dépôts et consignations (66 %) et le groupe allemand Rethmann (34 %). Présent sur les 5 continents, le groupe compte 100.000 collaborateurs qui accompagnent tous les jours 12 millions de personnes dans leur mobilité dans 20 pays, leur permettant de se déplacer tous les jours avec des solutions sûres, fiables et innovantes, et au service du bien commun.

Parce que la mobilité est inhérente aux villes, a-t-il poursuivi, et parce qu'on se déplace pour aller travailler, étudier, se faire soigner ou se divertir et voir la famille, le métier de Transdev, c'est de faire de la mobilité durable, de la cohésion des territoires et d'accompagner le développement économique. Évoquant la mobilité du quotidien, M. Mallet a indiqué que plus de la moitié des kilomètres parcourus tous les jours se résume au trajet domicile-travail, deux éléments extrêmement structurants et qui montrent que la voiture occupe une part importante de l'ordre de 70 à 80 % dans nos déplacements. Par ailleurs, il a souligné

qu'en Europe, la part des émissions liées aux transports avoisine 30 % et que la voiture individuelle serait responsable quasiment de la moitié de ces émissions. Il a souligné que la voiture électrique n'est pas à elle seule la solution parce dans les milieux urbains « on aura toujours de la congestion propre » et d'indiquer par conséquent qu'il fallait inventer un modèle différent, permettant de se passer de la voiture et vers la mobilité partagée.

Le métro et le tram, malgré leur efficacité, ne suffisent plus pour desservir les centres urbains car on est face à un phénomène de métropolisation où les centres villes deviennent tentaculaires et les bassins de vie grandissent vite. Il a estimé que l'absence de solution contribuera à créer un phénomène d'exclusion ou à l'aggraver. Il s'agit là, a-t-il souligné, d'un véritable enjeu, à savoir assurer une cohésion sociale et une cohésion territoriale. Le problème étant posé, M. Mallet a entrepris de partager quelques pistes de solutions à l'échelle du bassin de vie, sur un rayon de 30 à 40 km autour du centre, sur lesquelles Transdev travaille, comme le BRT (Bus Rapide de Transport), encore appelé BHNS (Bus à Haut Niveau de Service). A Bogota, a-t-il ainsi révélé, en 5 ans, la ville a été capable de mettre en place un mode de transport qui couvre l'ensemble de la ville et qui transporte aujourd'hui avec ses bus deux millions et demi de personnes, soit l'équivalent pour les Français des RER A et B en même temps. Ce sont des bus de type 27 M sur des voies dédiées. Avec cette solution, le déplacement se fait 2 fois plus vite qu'en voiture à Bogota. En conclusion. M. Mallet a estimé que le véritable enjeu consiste à redéfinir nos villes, redéfinir la mobilité, trouver des solutions non pas pour les centres-villes, mais pour les périphéries.

Mme Isabelle Lopez - CCO International, Business Line Energie et Villes Durables chez Egis, dont 60 % de son activité est à l'international, a observé qu'on ne peut pas régler les ques-





tions de la ville si on n'est pas proche des gens qui y vivent. Depuis plus de 70 ans le groupe est présent en Afrique avec plus de 500 collaborateurs et observe au quotidien que les challenges de la conception d'une ville trouvent leurs solutions dans la bonne articulation des enjeux de la population qui y vit. « Comment vit-on dans un monde où les températures évoluent, augmentent », s'est-elle demandé? Dans les pays arabes, la température est déjà extrêmement élevée et elle s'accentue, a-t-elle observé, avant d'évoquer la question du confort dans l'espace public, ainsi que les risques et les résiliences des villes encore vivables malgré les risques d'inondations, les risques de submersion marine, sans oublier le patrimoine culturel ou encore les questions autour des stratégies de verdissement

des villes. En conclusion de son intervention, Mme Lopez a avancé des solutions durables pour la mobilité développéés par l'ingénierie Egis pour recréer des espaces naturels inspirés de la nature elle-même et qui contribuent au maintien de la biodiversité.

M. Guillaume Sauvé - Président d'Eiffage Métal et Eiffage Génie Civil, a détaillé les activités de son groupe et la manière dont il exploite les 2.000 km d'autoroutes en France et les autoroutes au Sénégal. Il a indiqué que le groupe dont 70 % de son activité se déploie en France, réalise 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires et compte 70.000 collaborateurs. Sur la zone Moyen-Orient, Eiffage apporte son expertise particulière sur les projets en mobilisant les bonnes équipes et prend en compte les enjeux du pays et son tissu économique prééxistant pour développer des solutions. « Notre métier est de construire le monde de demain,

construire la ville de demain », a-t-il dit, une ville décarbonée en matière de transport et moins consommatrice d'énergie. Et cela se passe aussi en recyclant tout ce qui peut l'être. Construire la ville de demain exige aussi la capacité à combiner les différentes activités économiques, de loisirs et d'hergement des ses différents quartiers et de sa connectivité avec les autres villes voisines et de sa périphérie. Par ailleurs, il faut faire évoluer l'ensemble des pratiques en allant chercher de nouveaux matériaux qui, au-delà du béton ou de l'acier traditionnel, permettent d'imaginer ce que sera la ville de demain. Il y a une attente environnementale des popu-

lations, une attente sociétale qui est beaucoup plus complexe, et les projets qui réussissent sont ceux qui sont capables de les prendre en compte. Pour conclure, M. Sauvé a cité certains des projets que le groupe réalise en France, en Arabie saoudite, au Sénégal et à Monaco.

Mohamed Ben Laden, Président du Conseil d'Affaires Franco-Saoudien, émanation de la Fédération des Chambres de commerce saoudiennes, membre de la CCFA, a évoqué plusieurs grands projets notamment la ville de Neom, une ville totalement décarbonnée avec 450 km de littoral. Autres projets d'envergure, le King Salman Park et ses 16,5 km d'espaces verts, soit 7 fois Central Park. La ville sportive et

le projet Green Riyad et ses 4,2 km d'espaces verts et 120.000 arbres plantés, sans oublier les projets de métro et de bus de la capitale saoudienne, ou encore le métro de la Mecque. Enfin, l'Arabie Saoudite, qui est résolument engagée sur le front du renouvelable, que ce soit dans le solaire, les éoliennes ou encore l'hydrogène, a démarré les projets de traitement des eaux usées à Riyad, Djeddah et Médine, pour lesquels 3 ou 4 contrats ont déjà été attribués, alors que d'autres vont l'être de façon imminente. En conclusion, M. Ben Laden a demandé aux grands groupes français qui vont en Arabie saoudite de s'y rendre avec des PME et des TPE dans leurs bagages. Il a enfin rappelé aux entreprises françaises qui souhaitent se rendre au salon Saudi Build qu'il y a une vraie demande, une

vraie opportunité pour les PME-PMI françaises en Arabie saoudite.



M. Guillaume Sauvé

Mme Isabelle Lopez

M. Antoine Grange



M. Frédéric Schriqui

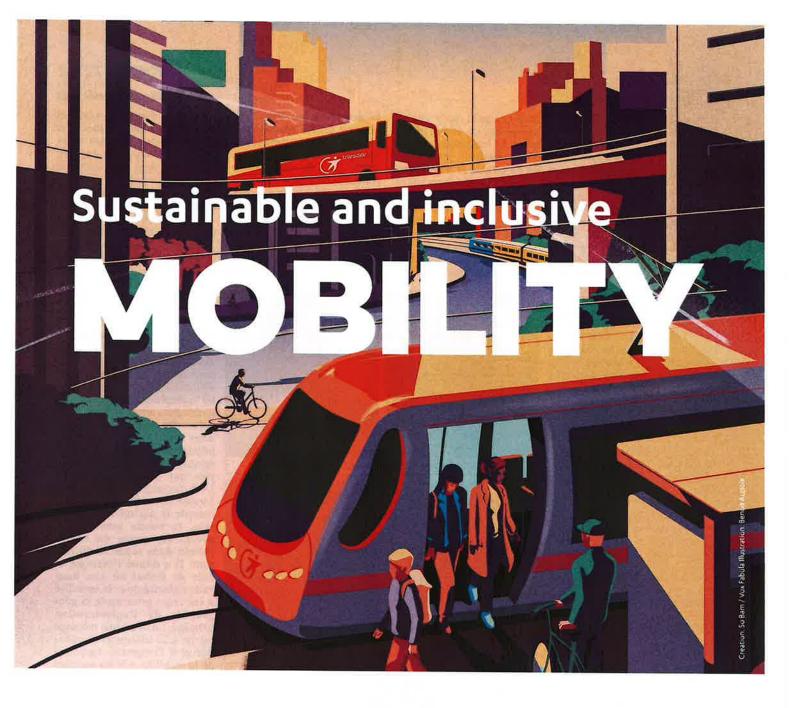
Μ. Antoine Grange Directeur général Europe, Transdev, a rappelé que les pays arabes comptent près de 400 millions d'habitants dont 60 % dans des villes qui sont en croissance forte. Il faut donc créer des villes soutenables dans la durée et pour la population. Transdev a des solutions à proposer, des exemples qui marchent a-t-il dit. Deux messages clé qu'il a tenu à transmettre : bien prendre en compte le périmètre de décision, la bonne autorité qui décide au niveau du bassin urbain dans toute sa dimension. Il a donné l'exemple la ville de Rabat où une nouvelle autorité pour la mobilité a été créée pour toute la géographie de l'aglomération urbaine. Le deuxième message est lié à la transition énergétique et à l'empreinte carbonne de la mobilité. « Nous sommes

opérateurs de près de 3.000 bus électriques, des bus qui tournent au biogaz et nous commençons à explorer l'hydrogène ». Il a souligné que dans les pays arabes, des investissements importants sont engagés dans ce sens. Pour conclure, il a indiqué que l'objectif premier chez Transdev est de proposer des solutions pour limiter la voiture.

M. Frédéric Schriqui - Vice-président international de NGE, a indiqué que son groupe est impliqué dans les métiers de la ville durable, les infrastructures de transport et qu'il était présent dans les pays arabes. NGE, groupe d'ingénierie et de construction, qui

regroupe 16.000 collaborateurs, réalise près de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le groupe gère 10.000 projets par an en France et à l'étranger. Le groupe est présent dans 17 pays et réalise 15 % de son chiffre d'affaires à l'international. Présent en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et plus récemment en Amérique latine et en Amérique centrale, le groupe possède une solide expérience en construction ferroviaire en pose de voies et caténaires au Moyen-Orient. En Egypte où le groupe a exécuté 3 projets importants, et en Arabie saoudite, 2 grands projets sur les transports de frets, il vient de décrocher la réalisation de lignes à grande vitesse.





As a global mobility operator and integrator, Transdev empowers freedom to move every day thanks to safe, reliable, and innovative solutions that serve the common good.

We are proud to transport 11 million passengers daily.

Our approach is rooted in close collaboration with communities and businesses, and in the search for sustainable transportation solutions.

We are people serving people. And mobility is what we do.





Ouatrième session sectorielle

Nourrir, soigner, partager médicaments et ressources alimentaires

La quatrième session sectorielle a réuni une table ronde sur le thème « Nourrir, soigner et partager les médicaments et les ressources alimentaires » autour de M. Jean-François Gendron, Président de French HealthCare, du Dr. Nadia Cheaib, Présidente de ClinGroup, de Mme Daphné Richet-Cooper, Directrice des relations bilatérales chez Sanofi, S.E. M. Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen à Paris, et de M. Mustapha Bahman, Président de France Originelle.

Premier à prendre la parole, M. Jean-François Gendron a indiqué que French HealthCare, l'association qu'il préside, est une

marque qui appartient au ministère des Affaires étrangères lancée il y a 7 ans pour mettre en avant l'excellence du système français de santé et de soins, considéré dans beaucoup de pays comme étant excellent. Rappelant que French HealthCare agit dans presque tous les pays de la région, M. Gendron a annoncé qu'elle compte aujourd'hui plus de 300 membres qui représentent 250.000 collaborateurs à travers le monde et réunit des groupes pharmaceutiques, des start-ups, des entreprises du dispositif médical, des ensembliers, des architectes, des centres de recherche et des centres de lutte contre le cancer.

L'attractivité de French Health-Care est stimulée par sa participation à divers salons, notamment le salon Arab Health qui a lieu à Dubaï avec un grand succès tous les ans et par l'envoi régulier de délégations pluridisciplinaires sur place, notamment en Arabie saou-

dite où French HealthCare a conduit des délégations d'entreprises et de grands groupes, quelquefois avec BpiFrance ou Business France, ou encore le Medef international. Cette attractivité « c'est aussi celle de la France » a-t-il ajouté. Elle s'appuie, enfin, sur un site, my French Hospital, qui recense pour les étrangers les hôpitaux français en capacité d'accueillir des étrangers dans de très bonnes conditions, certifié par un label de qualité créé avec l'Afnor.

Poursuivant dans la même logique événementielle, M. Gendron a signalé l'organisation par French HealthCare pour la deuxième fois à Paris, les 18-19 septembre prochain, à la Maison de la chimie, d'un forum d'échanges entre entreprises, avec la présence de nombreuses délégations étrangères invitées. « Nous en avions 120 l'année dernière nous espérons en avoir 150 ou 200 cette année », a-t-il précisé. Le forum se clôturera au Quai d'Orsay par une réception networking.

En conclusion, M. Gendron s'est félicité du dynamisme de French HealthCare, dû aux nombreux projets dans le domaine de la santé dans tous les pays du Moyen-Orient. Et de citer comme exemple le projet « impressionnant » Al Ula en Arabie saoudite, pour lequel il faut des hôpitaux et des centres de soins.



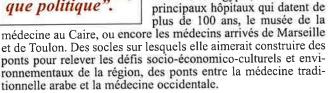
M. Jean-Francois Gendron



Succédant à M. Gendron, le Dr. Nadia Cheaib a souhaité se focaliser sur la partie « soigner et partager les médicaments » du thème de cette table ronde. Précisant d'entrée que le monde arabe ne peut pas se résumer en une seule photo à cause de la grande diversité entre les régions aussi bien aux plan économique - certains pays sont pauvres, d'autres sont moyennement développés, alors que d'autres sont riches - environnemental tous ne jouissent pas du même climat - et politique - la région est le théâtre de plusieurs crises avec un afflux de réfugiés - elle a mis en exergue le transfert et le voyage de certaines maladies qui en découlent, ainsi que les affections, tel le diabète ou les maladies cardiovasculaires dûes à la sédentarité croissante des

populations, résultat du développement économique, notamment dans les pays du Golfe.

situation, selon Dr. Cheaib, met le monde arabe devant de très grands défis, notamment la standardisation de l'accès au traitement et la qualité des soins par rapport à l'économie des pays. La question étant de savoir comment investir et comment financer une telle démarche. Par ailleurs, elle a souligné que dans certains pays de la zone la pratique de la médecine traditionnelle est toujours active à côté de celle pratiquée par les médecins et professionnels de la santé qui ont fait leurs études en France, en Europe ou aux États-Unis. Évoquant 1'impact que la France a toujours eu dans la région, et notamment au Liban et en Égypte, elle a cité les principaux hôpitaux qui datent de



Représentant le groupe pharmaceutique Sanofi dont elle est la Directrice des relations bilatérales pour les affaires gouvernementales et publiques, Mme Daphné Richet-Cooper a entamé son intervention par un panorama général de la présence de Sanofi dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Présente dans 17 pays, à la fois de manière directe avec des filiales et indirecte à travers des distributeurs, Sanofi opère via 4 sites de fabrication de médicaments et 3 centres de distribution, et emploie environ 3.500 personnes, a-t-elle précisé.

Mme Richet-Cooper a énuméré les défis et les opportunités que présente la région du Moyen-Orient, avec toute la diversité qui la caractérise. Parmi les défis, elle a mis en exergue une grande prévalence de maladies non transmissibles telles que le diabète ou l'hypertension qui sont en partie dûes à la sédentarité croissante des populations locales, et un grand niveau de consanguinité qui provoque de nombreuses maladies sanguines. Dans ce cadre-là, Sanofi s'est positionné au travers de son portefeuille de médicaments qui en font un leader dans le domaine de l'hyper-



Mme Daphné Richet-Cooper

Mme Nadia Cheaib



N° 155 - MARS-MAI 2023







tension, du diabète et des maladies rares. Par ailleurs, Sanofi participate à la formation des personnels de santé des différents pays dans lesquels le groupe opère, de concert avec différentes facultés de médecine et de pharmacie, mais aussi différents ministères de la Santé. Au nombre des défis communs dans la région, Mme Richet-Cooper a cité des processus réglementaires d'approbation des médicaments, compliqués, qui varient selon les régions, et le commerce parallèle des médicaments. Optimiste malgré tout, elle s'est déclarée ravie d'apprendre la prochaine mise en place d'une possible standardisation.

Evoquant la présence de Sanofi en Libye, elle a indiqué que le groupe a contribué à l'élaboration du calendrier vaccinal libyen, précisant que la Libye déroule un des calendriers vaccinaux les plus modernes au monde. Sanofi y travaille sur l'accès aux médicaments pour traiter les maladies cardiovasculaires et le diabète. Toujours en Libye, Sanofi est présente sur les marchés publics en répondant aux appels d'offres et sur le marché privé. Par ailleurs, bénéficiant de l'appui aussi de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, Sanofi a travaillé de concert avec le Medef et French HealthCare, avec l'appui aussi des autorités françaises, pour conduire la première délégation française d'en-

treprises qui s'est rendue à Tripoli au mois de novembre comme un premier pas vers l'approfondissement des liens du groupe avec les autorités libyennes. Mme Richet-Cooper a mentionné, par ailleurs, le lancement d'un programme qui bénéficie du soutien de la filiale internationale des CHU français et qui recevra cette année plusieurs étudiants libyens en France pour une formation de 18 mois pour approfondir leurs connaissances en matière d'épidémiologie.

Succédant à Mme Richet-Cooper, M. Mustapha Bahman, Directeur de France Originelle, a livré le témoignage d'une TPE à la recherche permanente et avec succès de

débouchés sur un certain nombre de pays du Moyen-Orient. Il a souligné que France Originelle cherche à développer avec les TPE et les PME françaises une stratégie pour déterminer si la société qui souhaite se lancer à l'export possède la capacité de porter le projet sur le long terme.

Une grande partie du travail, a-t-il ainsi précisé, consiste à formuler une feuille de route contenant la logistique, la législation et les langues à maitriser. Et d'insister sur la nécessité de ne pas traiter le monde arabe comme un bloc homogène car chaque pays fonctionne avec ses propres règles d'importation, de distribution et de douanes.

Clôturant cette quatrième session, S.E. M. Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen à Paris, a mis en lumière les bénéfices des sommets et des rencontres. Il a indiqué qu'une délégation venant de son pays a visité un grand nombre de villes en France et a rencontré des responsables et chefs d'entreprises français et visité des usines, renforçant ainsi la relation avec la France, la faisant évoluer dans un sens qui contribue efficacement à résoudre les crises sanitaires et alimentaires que la situation actuelle nous impose au Yémen comme ailleurs. Il a néanmoins évoqué une difficulté particulière, à savoir le coût élevé des produits français.

Cinquième session sectorielle

Banques, Fonds et financements. A quoi ça sert ?

En Keynote, M. Laurent Saint-Martin, Directeur Général de Business France, a mis l'accent sur les investissements des pays arabes en France. Annonçant d'entrée que les choix sectoriels des investissements ont profondément évolué ces dernières années, aussi bien en leur nombre qu'en leur finalité. Il a esquissé un panorama dénotant trois changements majeurs.

Le premier changement concerne le nombre de projets d'investissements arabes créateurs d'emplois

en France, en constante augmentation. Ainsi, concernant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, Business France a recensé près de 230 projets en France depuis 2015 dont les 2/3 lors des 3 dernières années et que la Covid n'a pas freinés, bien au contraire. Le deuxième changement notable touche à la finalité de ces investissements. Il y a peu de temps encore, deux types d'investissements prédominaient, a-t-il dit, des prises de participations minoritaires au capital, ou bien des investissements dans les services avec des prédilections dans la logistique, les centres d'appel et l'hôtellerie de luxe. Depuis quelques années les investissements des pays arabes se diversifient en s'engageant directe-



ment dans le développement industriel. Il s'agit là d'une perspective nouvelle qui se traduit par de nombreuses acquisitions d'entreprises, contribuant à créer ou à sauvegarder des centaines d'emplois. Troisième et dernier grand changement, les investissements des pays arabes se déploient dans les nouvelles technologies et les secteurs de pointe, en réponse à l'appel du grand plan « France 2030 » sur les nouvelles technologies qui prévoit des investissements de 54 milliards d'euros pour faire émerger les leaders de demain.

Le travail de Business France consiste à identifier des sites industriels clés en main aux investisseurs des pays arabes qui voudraient s'implanter directement à travers une filiale, par exemple, Enova Robotics qui s'est implantée en région parisienne, Doctor To Doctor à Strasbourg et Cybex à Orléans, ou Lynks Veille Technologique à Lyon.

Abordant les stratégies d'investissements des fonds souverains arabes, il a donné l'exemple du Fonds souverain quatri qui a conduit une levée de 250 millions d'euros pour la biotech française Innovafeed, et l'exemple du Fonds d'Abou Dhabi Mubadala



qui a investi 5,7 milliards d'euros dans la construction d'une nouvelle fonderie de semi-conducteurs en France.

Il a tenu à rappeler les facteurs d'attractivité de la France : sa position géographique au cœur de l'Union européenne ; le dynamisme de son marché qui offre de belles opportunités, les dispositifs publics d'accompagnement à la R&D, et enfin les dispositifs de soutien à l'export déployés par Business France. A ces facteurs, at-il poursuivi, s'ajoutent spécifiquement les liens culturels tissés entre la France et les pays arabes, la francophonie, et les talents de beaucoup de jeunes arabes qui viennent faire leurs études en France. Pour conclure il a rappelé un proverbe arabe qui dit : « pour chaque regard que nous jetons en arrière, il nous faut regarder deux fois vers l'avenir », et d'ajouter : « je vous ai beaucoup parlé du passé, je me tourne donc maintenant vers le futur avec cette arrivée à la tête de Business France, et je le regarde avec optimisme ».

Premier à intervenir au sein de cette cinquième table ronde, M. Anwar Sayah - Directeur Financement à l'Union des Banque Arabes, a tenu d'entrée à exprimer sa haute considération

des institutions de financement françaises avec lesquelles l'UAB, qui couvre la totalité de la région arabe, entretient une relation très importante et suivie. Détaillant le rôle de l'UAB en tant qu'organisateur de conférences, de sommets et de rencontres ayant pour objet le financement, l'aide financière et tous les services bancaires, M. Sayah a annoncé la tenue d'un sommet euro-méditerranéen à Paris les 23 et 25 mai prochains, en collaboration avec la Chambre de Commerce Franco-Arabe, et l'Union des banques françaises, auguel il a convié tous les participants à cette rencontre.

M. Sayah a, par ailleurs, évoqué le lancement d'une revue bancaire en langue française qui couvrira tous les pays arabes francophones, destinée à être le véhicule de toutes les nouveautés dans le monde de la banque et de la

finance. Il a annoncé également la création d'un centre d'arbitrage dans le cadre de l'organisation de la francophonie. Enfin, il a souligné la mise en place par l'UAB d'une base de données regroupant toutes les lois et les législations arabes en matière de banques et de finances à destination de toutes les entreprises qui travaillent avec le monde arabe, mais également au service des autorités publiques. A ce jour, cette base de données renferme plus de 6.600 lois et réglementations, a-t-il dit.

Succédant à M. Sayah, M. Jean-Claude Gelhaar -Directeur général délégué de l'Union des banques arabes et françaises, a précisé que le seul métier de l'Ubaf est la facilitation et le financement du négoce entre l'Europe et les pays du monde arabe. Cette base géographique a été élargie à l'Afrique et à l'Extrême-Orient dont les pays sont très importateurs de matières premières et de produits énergétiques. Parallèlement, l'Ubaf cherche à poursuivre sa progression géographique vers l'Afrique saharienne. L'Ubaf, a-t-il encore précisé, compte près de 300 employés, dont 200 Français à l'étranger, et travaille surtout dans les crédits documentaires des garanties de marché avec un turnover de 16 milliards d'euros, dont la moitié environ est faite sur le monde arabe. Quant au capital de l'Ubaf, 47 % par le Crédit Agricole et les 53 % restants il est détenu à sont détenus par des actionnaires arabes. Par ailleurs, M. Jean-Claude Gelhaar a souligné que les clients de l'Ubaf sont des banques et des institutions financières. En conclusion, M. Gelaar a précisé que l'Ubaf n'est pas une banque islamique mais travaille aussi sous une couverture islamique, auditée tous les ans par un auditeur charia.

M. Ziad Ghosn - Directeur Général, Europe Arab Bank, a présenté l'EAB, une banque française de capital français qui fait partie du groupe Arab Bank. Installée à Paris, l'activité de l'EAB est centrée sur la région MENA et offre à ses clients un « One stop shop ». L'EAB opère dans le négoce et le commerce international et cherche à capter les flux du commerce et des crédits à l'export et à l'import. L'EAB, a-t-il encore précisé, accompagne ses clients pour exécuter des projets d'infrastructures, des projets d'énergie renouvelables et bien d'autres projets dans la région du Moyen-Orient. Elle accompagne aussi des groupes du Moyen-Orient qui souhaitent investir dans l'immobilier en France.



M. Jean-Claude Gelhaar

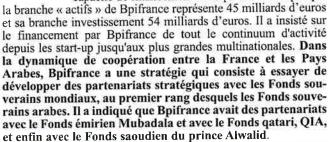


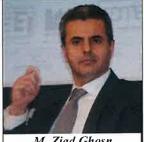
M. Simon Beauroy

son côté, Maître Amel Makhlouf, avocate, a porté son regard sur la finance islamique intéressante, selon elle, pour les sociétés, les PME, les TPE et les grands groupes qui souhaitent effectuer des opérations financières charia compatible. La qualifiant de finance participative à risque partagé, elle a indiqué que la finance islamique a gagné un certain intérêt suite à la crise financière en 2008 et s'intéresse depuis aux Fintechs et aux crypto monnaies, en même temps qu'à la banque de détail et d'investissement. La finance islamique n'est pas réservée aux Pays Arabes, a-t-elle souligné, elle est compatible avec le droit français et permise dans tous les pays européens. La banque islamique, c'est 2 % de la finance conventionnelle, a-telle concédé, mais connaît depuis 20 ans une croissance annuelle de 11%,

avec 3.000 milliards de dollars. Elle investit désormais la cryptomonnaie charia compatible. Pour conclure, Maître Makhlouf a estimé qu'il faut démystifier la finance islamique en France qui a souvent mauvaise réputation « et à tort ».

En clôture de cette cinquième table ronde, Simon Beauroy - Directeur des partenariats stratégiques, Bpifrance, a présenté la banque publique, regroupement de 3 institutions de banque avec l'idée de former un fond souverain français offrant une capacité de prêt, une capacité d'investissement et une capacité de financement à l'export. Il a indiqué que





M. Anwar Sayah

Maître Amel Makhlouf

M. Ziad Ghosn

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

Rejoignez-nous au sein du Groupe Merlin, LA RÉFÉRENCE INGÉNIERIE :

« JOBS THAT MAKE SENSE »!

Nos missions techniques, allient rencontres humaines, diversité et innovation, elles sont dédiées aux thématiques suivantes :

Au sein d'une structure familiale, nos 600 ingénieurs et techniciens participent très concrètement à la mise en œuvre d'infrastructures à impacts positifs pour la planète, la santé et le bien-être de ses habitants.

ENSEMBLE, CONCRETEMENT ACTIFS DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Protection et renaturation des cours d'eau,

Protection des ressources en eau potable,

Distribution d'eau potable,

Dépollution des eaux usées et production de biométhane



Collecte, tri, recyclage, valorisation de nos déchets

Réduction des matières plastiques # Déchets des REP*

Responsabilité Elargie des Producteurs



Décarbonation de nos territoires (chaleur) et de nos industries

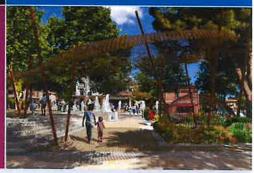
Production, distribution d'énergies « free » CO2

Combustibles solides de récupération, bois déchets



Aménagements de nos villages, villes, agglomération, métropoles dans un souci permanent de sobriété carbone et mieux vivre en ville

Transports en mode doux



Vous cherchez un job utile, inspirant, à impact positif dans une entreprise apprenante et souhaitez mettre votre talent au service du bien commun en étant du bon côté de l'histoire ?

POSTULEZ À UN EMPLOI, UN STAGE... DANS NOTRE ENTREPRISE!

Contactez madame Caroline DE LA CROIX VAUBOIS au 04 72 32 56 64 (cdelacroix@cabinet-merlin.fr)







CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO ARABE الغرفة التجارية العربية الفرنسية



Votre business partner

Communiqué de Presse

Paris, 16 mars 2023

Dans un monde en crise, le partenariat France-Pays Arabe est à consolider ; la CCFA s'engage

Conclusions du 4ème Sommet Economique France-Pays Arabes, « Un partenariat à consolider dans un monde en crise », placé sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République

La Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé le 15 mars au Medef, la quatrième édition de son Sommet économique France-Pays Arabe. Avec le partenariat de Medef International et de l'Union des Chambres Arabes, la participation de Business France, de la CPME et de CCI France, la CCFA a rassemblé près de 400 participants à cette rencontre, dont de nombreuses délégations venues de pays arabes : Tunisie, Jordanie, Irak, Libye, Oman, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Egypte, Qatar, Liban, Arabie saoudite, Libye et l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris.

Ouvert et clos par M. Vincent Reina, Président de la CCFA, ce dernier a fait quatre propositions concrètes :

- que la collaboration mise en place dans le cadre de l'organisation de ce Sommet, devienne une pratique systématique entre CCFA-Medef International, et CPME,
- que cette coordination soit mieux arrimée avec la diplomatie française et le dispositif public d'accompagnement à l'export : CCI, Business France, et Bpifrance,
- que soient mises en place des task forces franco-arabes sectorielles pour contribuer à atteindre l'objectif de développer de nouveaux partenariats industriels
- que le travail de ces task forces puisse aboutir à un programme de rencontres planifiées, pour alimenter les prochains Sommet,

et il a appelé les grands groupes français à renforcer leurs actions dans l'entrainement puis la pérennisation des PME et PMI françaises à l'international.

Cette rencontre a vu la participation exceptionnelle du Secrétaire Général adjoint de la Ligue Arabe, SEM. Hossam Zaki, représentant personnel du Secrétaire général de la Ligue Arabe et l'intervention de nombreux représentants du secteur privé et du monde arabe dont M. Sameer Abdulla Nass, Président de l'Union des Chambres Arabes, Président de la CCI de Bahreïn. Les savoir-faire français ont été mis en avant par Mme Estelle Brachlianoff, Directrice Générale de Veolia, M. Thierry Mallet, PDG de Transdev, et de nombreux représentants d'entreprises : Eiffage, Egis, NGE, Antea, Cabinet Merlin, Sanofi, Bpifrance....

Intervenant en clôture, **SE Mme Anne-Marie Descôtes**, Secrétaire Générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a salué « le rôle de la Chambre de Commerce Franco Arabe dans la promotion des relations commerciales et la coopération industrielle, financière, sans compter toutes les coopérations sectorielles, notamment touristique et agricole qui existent entre nos pays » (France et pays arabes), et appelé à renforcer « sur le volet économique en particulier, le partenariat franco-arabe (...) aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements ».

À propos de la Chambre de Commerce Franco Arabe: La Chambre de Commerce Franco Arabe est un acteur clé des relations économiques et commerciales franco arabes depuis 1970 en connectant entreprises et institutions françaises aux réseaux des Chambres de Commerce nationales des 22 pays membres de la Ligue des Etats Arabes, au Maghreb, dans le Mashrek et les Pays du Golfe. La CCFA intervient dans les formalités à l'exportation vers les pays arabes, dans la formation, l'information, le développement des entreprises, les solutions alternatives de règlement de conflit. www.ccfranco-arabe.org

Contact presse : Dominique Brunin, Directeur du développement et des relations extérieures dominique.brunin@ccfranco-arabe.org ; 06 84 42 70 75